

ALPHABÉTISATION ET LITTÉRATIE : vers le « point tournant »

Une table ronde pancanadienne sur invitation
4 et 5 février 2008
Ottawa (Ontario)

APPRENTISSAGE CHEZ LES ADULTES
CENTRE DU SAVOIR

APPRENTISSAGE ET LE MILIEU DE TRAVAIL
CENTRE DU SAVOIR



Ce rapport a été préparé par le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail du Conseil canadien sur l'apprentissage avec le soutien financier du Conseil canadien sur l'apprentissage.

Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail sont deux des cinq centres du savoir créés par le Conseil canadien sur l'apprentissage dans divers domaines d'apprentissage. Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes est dirigé par le *College of Extended Learning* de l'Université du Nouveau-Brunswick. Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail est codirigé par le Congrès du travail du Canada et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada. Le Conseil canadien sur l'apprentissage est un organisme indépendant à but non lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada. Il a pour mission de favoriser et de soutenir la prise de décisions fondées sur des éléments objectifs en ce qui concerne l'apprentissage à tous les stades de la vie, depuis la petite enfance jusqu'au troisième âge.

Avis de non-responsabilité

Les opinions et conclusions tirées par les participants à l'événement *Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant »* ne sont pas nécessairement celles du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes ou du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail du Conseil canadien sur l'apprentissage.

Cette publication est également disponible en version électronique sur le site Web du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes au www.ccl-cca.ca/adultes et du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail au www.ccl-cca.ca/milieutravail.

*This report is also available in English under the title **Reaching for the Tipping Point in Literacy, A Pan-Canadian Invention Roundtable February 4 and 5, 2008** at the websites www.ccl-cca.ca/adultlearning or www.ccl-cca.ca/worklearning.*

© Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail, 2008.

Tous droits réservés. Cette publication peut être reproduite en partie ou dans sa totalité avec la permission conjointe et écrite du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail du Conseil canadien sur l'apprentissage. Pour obtenir cette permission, veuillez communiquer avec : info@wlkc-csamt.ca ou adultlearning@ccl-cca.ca. Ces documents ne doivent être employés qu'à des fins non commerciales. Veuillez citer cette publication selon le format suivant :

Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail.
Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant », une table ronde pancanadienne sur invitation 4 et 5 février 2008. Ottawa, Canada, 2008.

Date de publication : juin 2008
Ottawa, Ontario.

Pour obtenir plus d'informations sur cette publication, veuillez communiquer avec :

**Le Centre du savoir sur l'apprentissage
chez les adultes**
148, pavillon Marshall d'Avray Hall
Université du Nouveau-Brunswick
Fredericton, Nouveau-Brunswick E3B 5A3
CANADA
Tél. : 506-451-6865 Téléc. : 506-451-6922
Courriel : kflanagan@ccl-cca.ca

**Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le
milieu de travail**
1, rue Nicholas, bureau 1500
Ottawa, Ontario K1N 7B7
CANADA
Tél. : 613-241-3222
Téléc. : 613-563-9218
Courriel : info@wlkc-csamt.ca

Table des matières

Liste des acronymes employés	ii
Un mot de bienvenue de la part des organismes responsables	1
Introduction	2
Conclusions et résultats principaux	3
Ordre du jour	4
Séance inaugurale	6
L'atteinte du « point tournant » : un aperçu	7
Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » — Du point de vue des spécialistes	9
Où en sommes-nous et quel est notre objectif? — Discussions en petits groupes n° 1	14
Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » - L'existence d'un contexte propice	17
Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » - Le facteur de l'adhésion	20
Le facteur de l'adhésion : discussions en petits groupes n° 2	25
La force des plus rares : discussion en petits groupes n° 3	27
Vers le point tournant : quel est notre objectif?	32
Annexe 1 - Liste des participants	36
Annexe 2 - Membres du comité de planification	39
Annexe 3 - Biographies des intervenants	40

Liste des acronymes employés

ACAM	Association canadienne des administrateurs municipaux
AE	Assurance-emploi
BACE	Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles (RHDSC)
CCA	Conseil canadien sur l'apprentissage
CMEC	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
CRSH	Conseil de recherches en sciences humaines
CSAAd	Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes
CSAMT	Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail
CTC	Congrès du travail du Canada
EIAA	Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes
ELCA	Enquête sur la littératie et les compétences des adultes
FBA	Formation de base des adultes
FMMT	Forum des ministres du marché du travail
MAIT	Matrice de l'apprentissage informel en milieu de travail
MCL	Movement for Canadian Literacy
MEC	Manufacturiers et Exportateurs du Canada
NSSAL	École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse (Nova Scotia School for Adult Learning)
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PME	Petites et moyennes entreprises
RHDSC	Ressources humaines et Développement social Canada
SLC	Saskatchewan Literacy Commission
SLFDB	Saskatchewan Labour Force Development Board
SLMC	Saskatchewan Labour Market Commission
SNA	Secrétariat national à l'alphabétisation
TOWES	Test of Workplace Essential Skills
UE	Union européenne

Un mot de bienvenue de la part des organismes responsables

L'événement Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » a constitué la première occasion de partenariat officiel entre le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail et le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du Conseil canadien sur l'apprentissage lors d'une activité de partage de connaissances. Cet effort commun a été extrêmement productif. En tant qu'organismes responsables appuyant les deux centres, nous sommes très heureux de vous présenter ce rapport.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) est un organisme indépendant à but non lucratif qui favorise et appuie la recherche en vue d'améliorer tous les aspects de l'apprentissage, dans l'ensemble du pays et dans toutes les catégories d'emploi.

Le CCA a identifié cinq domaines d'apprentissage clés au Canada nécessitant la prise de mesures d'urgence et a mis sur pied cinq centres du savoir afin de s'attaquer aux difficultés rencontrées. Voici les domaines clés identifiés par le CCA : l'apprentissage chez les Autochtones, l'apprentissage chez les adultes, l'apprentissage chez les jeunes enfants, la santé et l'apprentissage et l'apprentissage et le milieu de travail. Ces centres du savoir jouent un important rôle de collaboration avec le CCA, par le biais, notamment, de la surveillance, de la production de rapports, de la recherche et de l'échange de connaissances.

Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes (CSAAd)

Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du CCA, dirigé par l'Université du Nouveau-Brunswick, a été mis sur pied afin d'aborder les questions liées à un vaste éventail d'activités d'apprentissage chez les adultes, englobant l'apprentissage formel et informel. Ce centre du savoir reconnaît que l'engagement du Canada en matière d'apprentissage tout au long de la vie nécessitera le déploiement d'efforts collectifs afin de convertir les idées en réalités concrètes. Tel que décrit dans un rapport produit en 2002 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), il existe un manque flagrant de coordination entre les programmes d'apprentissage destinés aux adultes au Canada, ce qui se traduit par des systèmes fragmentés et déconnectés les uns des autres. On observe cet écart entre les échelons fédéral et provincial, ainsi qu'entre les secteurs public et privé. Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes travaille en collaboration avec des organismes d'apprentissage destinés aux adultes dans l'ensemble du pays afin de favoriser une culture d'apprentissage accessible, pertinente et adaptée aux besoins et aux intérêts de tous les Canadiens, du point de vue des individus, des collectivités et de la nation entière. En reconnaissant que l'apprentissage chez les adultes est un domaine complexe et diversifié impliquant différentes parties concernées et affectées, le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes a pour but de susciter une meilleure compréhension du rôle joué par l'apprentissage tout au long de la vie dans la productivité économique, l'équité sociale et l'engagement civique.

Judith Potter
Université du Nouveau-Brunswick

Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail (CSAMT)

Le Congrès du travail du Canada (CTC) et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC) sont les organismes responsables du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail. Dans le contexte contemporain d'économie du savoir, les Canadiens ne peuvent se permettre d'interrompre leur éducation une fois qu'ils ont quitté le système officiel d'instruction scolaire. Dans de nombreux cas, le succès et la satisfaction individuels au travail dépendent de l'apprentissage continu; en effet, c'est lui qui permet l'élargissement des compétences et l'acquisition de nouvelles connaissances.

Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail du CCA a été mis sur pied afin d'encourager les Canadiens à continuer d'apprendre pour le travail et au travail, et à améliorer leurs perspectives professionnelles, ce qui leur assure une carrière stimulante et enrichissante. Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail, rassemblant plus de 160 organismes œuvrant dans le domaine du travail et de l'apprentissage, a pour objectif d'identifier et de retenir les connaissances existantes sur l'apprentissage au travail, de les réunir et de les utiliser afin d'influencer les décisions des groupes d'intervenants principaux du marché du travail en matière d'apprentissage.

Ken Georgetti
Congrès du travail du Canada

Jayson Myers
Manufacturiers et Exportateurs du Canada

Introduction

Les 4 et 5 février 2008, le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail ainsi que le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, deux initiatives du Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA), ont parrainé une table ronde pancanadienne bilingue sur invitation, intitulée Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant ». Cette table ronde s'est déroulée à Ottawa. Elle a regroupé 80 experts, venus se livrer à des discussions éclairées et approfondies consacrées aux moyens de parvenir à de meilleurs résultats sur le plan de l'alphabétisation et la littératie. Ont entre autres participé à l'exercice des représentants du mouvement pour l'alphabétisation, des organismes communautaires, des entreprises, des travailleurs, des décideurs et des chercheurs.

La littératie constitue l'un des thèmes transdisciplinaires du CCA et l'un des principaux domaines d'expertise des deux centres du savoir précités. Le CCA a adopté une définition large de l'alphabétisation et de la littératie, qui englobe la maîtrise de la lecture et de l'écriture ainsi que la numératie dont les individus ont besoin pour faire face aux exigences de la société d'aujourd'hui, axée sur l'économie du savoir. La position du CCA est clairement énoncée dans son rapport État de l'apprentissage :

Les défis du Canada en matière de littératie ne pourront pas être relevés sans la participation active de toutes les tranches de la société. Les gouvernements peuvent nous guider et fournir les ressources voulues, mais ils ne peuvent résoudre seuls ces problèmes. L'engagement et les efforts des familles et des particuliers, ainsi que ceux des secteurs privé et non gouvernemental, sont également nécessaires.

Chaque centre du savoir apporte, en ce qui a trait aux défis en matière de littératie, une perspective à la fois unique et précieuse, fondée sur son expérience et sur ses ressources collectives. La perspective du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes repose sur le développement communautaire et l'équité sociale, tandis que celle du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail est plutôt fondée sur les répercussions sur la productivité et sur une meilleure intégration socio-économique des Canadiens au sein de possibilités d'apprentissage liées au travail.

Si l'expression « point tournant » a été retenue, c'est qu'elle décrit parfaitement l'état de la situation : le dossier de l'alphabétisation et la littératie est actuellement à la croisée des chemins. Partant du postulat selon lequel l'amélioration du niveau de l'alphabétisation au Canada relève d'une responsabilité commune, les participants à la table ronde se sont avant tout employés à trouver des moyens de sensibiliser les divers secteurs, d'encourager la prise de mesures concrètes et de faire progresser le dossier. Ils ont mis l'accent sur l'analyse de l'état actuel de l'alphabétisation et la littératie au Canada et sur la recherche de solutions efficaces.

Nous tenons à remercier le comité de planification, les intervenants principaux ainsi que les experts qui ont pris part à l'événement.

Ce rapport renferme les faits saillants et les conclusions principales de l'événement. Nous espérons que vous l'utiliserez afin de guider les conversations supplémentaires dans votre région ou au sein de votre secteur.

Conclusions et résultats principaux

- L'objectif consistant à faire en sorte que l'ensemble des Canadiens affiche un niveau de littératie suffisant n'est toujours pas atteint. Neuf millions de Canadiens, soit 42 % de la population de 16 à 65 ans, affichent toujours un niveau de littératie inférieur à 3, soit le minimum pour fonctionner efficacement au sein d'une société du savoir.
- Les participants estiment que l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes et l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes ont contribué à faire progresser le dossier de la littératie et ont aidé à faire de celle-ci une priorité publique. Cependant, le fait de compiler les statistiques d'individus affichant les niveaux 1 et 2 dans un seul bloc (42 % de la population) a engendré une confusion considérable. Le public canadien a du mal à croire à cette statistique. Par ailleurs, ce pourcentage ne tient pas compte de la diversité des besoins des personnes affichant un faible niveau de littératie.
- Les termes tels que « littératie » ou « alphabétisation » eux-mêmes peuvent porter à confusion; ils peuvent ne pas réussir à exprimer la complexité du problème de la littératie dans notre monde moderne. Certains participants pensent que pour toucher plus de gens, le message relatif à l'alphabétisation et la littératie doit être lié à celui de l'apprentissage tout au long de la vie. D'autres croient en revanche préférable de sensibiliser avant tout les personnes affichant les plus faibles niveaux de littératie.
- Les intervenants en matière d'alphabétisation et de littératie doivent adopter un discours clair et concis, axé sur les principaux enjeux du dossier.
- Ils doivent relever le défi qui consiste à faire passer un message qui soit, lui aussi, clair et concis. Les participants à la table ronde ont proposé un vaste éventail d'approches, dont les suivantes :
 - utiliser un message alarmiste pour faire prendre conscience de la crise actuelle;
 - mettre l'accent sur un objectif réalisable, comme celui qui consiste à faire passer à 3 le niveau de littératie des gens qui n'affichent qu'un niveau 2;
 - faire appel à des arguments économiques (hausse de la productivité, rendement des investissements, augmentation du produit intérieur brut, etc.);
 - établir un lien entre littératie et pauvreté, santé, citoyenneté et participation.
- Certains participants sont favorables à l'utilisation de messages différents en fonction des divers publics cibles, alors que d'autres craignent qu'une telle approche mène à une dilution du message de fond.
- La diffusion du message doit être confiée à des « champions », autrement dit des gens influents et crédibles jouissant d'une forte visibilité.
- Les participants ont suggéré de mettre au point des outils destinés aux employeurs, de multiplier les témoignages de réussite et de mettre sur pied des mécanismes de partage de l'information et du savoir.
- Les participants ont appelé à la mise sur pied d'un forum permanent, qui permettrait la poursuite du dialogue afin de mettre au point un plan d'action prévoyant la participation de tous les secteurs. L'élaboration de ce plan multisectoriel pourrait être confiée à un groupe de personnes particulièrement soucieuses du dossier.
- Une nouvelle rencontre doit avoir lieu en vue de mettre au point le message ainsi que les stratégies et les outils de communication nécessaires. Un spécialiste en communication y prendra part afin de faciliter l'exercice.

Ordre du jour

Le lundi 4 février 2008

SÉANCE INAUGURALE

Mot de bienvenue de la part du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail et du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes

Alex Stephens, coordonnateur du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail, et Kathleen Flanagan, Ed.D., coordonnatrice du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, Conseil canadien sur l'apprentissage

L'atteinte du « point tournant » : un aperçu

Bill Stirling, vice-président, Manufacturiers et Exportateurs du Canada, division de Terre-Neuve-et-Labrador

SÉANCE PLÉNIÈRE

Du point de vue des spécialistes

Animatrice : Barbara Byers, vice-présidente du Congrès du travail du Canada

Données relatives à la littératie et répercussions : que savons-nous? *Scott Murray, DataAngel*

Politiques en matière d'alphabétisation et de littératie : que savons-nous? *Allan Quigley, Ph.D., Université St. Francis Xavier*

Perspectives provinciales : que se passe-t-il sur le terrain?

Bobbi Boudreau, directrice, Direction des compétences et de l'apprentissage, gouvernement de la Nouvelle-Écosse
D^{re} Margaret Lipp, commissaire, Saskatchewan Literacy Commission

DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES N° 1 : où en sommes-nous et quel est notre objectif?

DISCOURS PRINCIPAL : *Judith Maxwell, attachée supérieure de recherche auprès des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques*

Animateur : Robert J. Giroux, président du Conseil d'administration du Conseil canadien sur l'apprentissage

Le mardi 5 février 2008

SÉANCE PLÉNIÈRE

Le facteur de l'adhésion : d'autres points de vue

Animatrice : Dominique Ollivier, directrice générale, Institut de coopération pour l'éducation des adultes

Une analyse sous l'angle de la gestion du changement

Alan Kay, The Glasgow Group, conseiller en gestion du changement, membre du conseil d'administration de la Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA

Une analyse sous l'angle des communications

Fernan Carrière, directeur des communications, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

Une analyse sous un angle local : réflexions sur la façon dont une collectivité est parvenue au point tournant

Michelle O'Brien, coordonnatrice de projet, Projet de communauté d'apprentissage au sein de la municipalité de Fort Erie, Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM)

DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES N° 2 : le facteur de l'adhésion

DISCUSSIONS EN PETITS GROUPES N° 3 : la force des plus rares

SÉANCE PLÉNIÈRE FINALE

Quelle est la prochaine étape?

Animateur : Jayson Myers, président, Manufacturiers et Exportateurs du Canada

Synthèse et impressions

Chantal Ouellet, professeure, Département d'éducation et formation spécialisées, directrice des programmes d'enseignement en adaptation scolaire et sociale, Université du Québec à Montréal

Nadine Valk, conseillère principale en programmes, thèmes transdisciplinaires, Conseil canadien sur l'apprentissage

Étapes suivantes — discussion dirigée

Mot de la fin Kathleen Flanagan et Alex Stephens

Séance inaugurale

Les animateurs de la séance, Kathleen Flanagan et Alex Stephens, coordonnateurs du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail, ont ouvert la table ronde avec une présentation conjointe.

Les coordonnateurs ont souligné le fait que, bien que la mission des deux centres du savoir soit différente, la littératie est une priorité commune aux deux. Qu'il s'agisse de l'apprentissage chez les adultes vu sous l'angle de l'épanouissement communautaire et personnel, ou de l'apprentissage en milieu de travail vu sous l'angle du développement des compétences et de la productivité économique, la littératie constitue une question centrale et un défi très important. C'est ce qui a motivé les centres du savoir à conjuguer leurs forces afin de mettre sur pied un événement d'échange de connaissances au sujet de la littératie.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) a défini la littératie comme thème transdisciplinaire pour l'ensemble de ses activités. Le rapport *État de l'apprentissage*, produit en 2007 par le CCA, stipule que nous avons tous un rôle à jouer dans l'amélioration du niveau de littératie des adultes au Canada. Ces conclusions ont confirmé la nécessité, pour les deux centres du savoir, d'organiser conjointement un événement d'échange de connaissances fondé sur les faits.

De nombreuses publications fondées sur les données ont dressé un portrait peu reluisant du progrès réalisé en matière de littératie au Canada. Si on ajoute à cela de graves préoccupations socio-économiques émergentes concernant l'accès inéquitable aux occasions d'apprentissage pour les adultes et des difficultés croissantes sur le marché du travail, comme les pénuries de main-d'œuvre et le besoin de créer une main-d'œuvre extrêmement qualifiée, on arrive aisément à la conclusion suivante : il est grand temps d'atteindre le point tournant en ce qui concerne la littératie.

La table ronde a été conçue de façon à donner aux parties prenantes une occasion de réfléchir aux preuves existantes, tant qualitatives que quantitatives, et de déterminer des mesures efficaces à prendre dans tous les secteurs de la société canadienne.

Les coordonnateurs ont affirmé que les centres du savoir continueront de jouer leur rôle consistant à rassembler les parties prenantes principales afin de favoriser l'échange de connaissances et le dialogue fondé sur les preuves sur cette question. Ils ont pour engagement de s'assurer qu'il existe suffisamment d'occasions de dialogue fructueux.

L'atteinte du « point tournant » : un aperçu

Bill Stirling, vice-président de Manufacturiers et exportateurs du Canada pour la division Terre-Neuve-et-Labrador, a proposé l'utilisation du terme « point tournant » en tant que métaphore pour la table ronde. M. Stirling a apporté des précisions sur le concept de « point tournant » en s'appuyant sur les propos de l'auteur Malcolm Gladwell et a partagé quelques-unes de ses impressions sur la façon dont le concept de « point tournant » peut s'appliquer à la question de la littératie au Canada.

En 2000, Malcolm Gladwell a écrit *The Tipping Point: How Little Things Can Make a Big Difference*¹ (Le point tournant : comment de petits détails peuvent faire toute la différence). Le terme utilisé dans ce livre vient

« ... du monde de l'épidémiologie. C'est l'expression qu'on emploie pour désigner le moment où une épidémie virale atteint un seuil critique. C'est en quelque sorte le point d'ébullition. C'est l'instant où, sur le graphique, la courbe commence à monter en flèche. »

Le monde actuel est caractérisé par ce que Gladwell appelle des « épidémies sociales ». Les idées, les comportements et les changements s'y propagent un peu comme un virus. Il arrive parfois qu'ils s'y répandent jusqu'à un point tournant, à savoir jusqu'au moment où la population y adhère massivement.

Trois facteurs sont nécessaires à l'atteinte de ce point tournant :

1. La force « des plus rares » : les personnes qui diffusent le message
2. Le facteur de l'adhésion : le message en tant que tel
3. L'existence d'un contexte propice : le milieu dans lequel le message circule

On parle de la « force des plus rares » lorsqu'un petit groupe de personnes, ayant un réseau très développé, sont en mesure d'exercer une grande influence. Les « plus rares » se sous-divisent en trois types : les connecteurs, les spécialistes et les vendeurs.

Les connecteurs sont des personnes qui possèdent une aptitude particulière à réunir les gens. Ils perçoivent la possibilité d'établir des liens là où les autres ne la voient pas. Ils connaissent beaucoup de gens et ils évoluent dans divers cercles sociaux et professionnels liés à différents milieux sociaux et à différentes collectivités.

Les spécialistes sont des experts de l'information. Ils comprennent les marchés, les produits, les besoins et les réseaux de distribution. Ils sont capables de résoudre des problèmes au moyen de l'analyse d'informations et de données.

Les vendeurs sont des personnes capables de convaincre les autres. Ils réussissent à influencer les attitudes et les comportements. Ce sont des communicateurs efficaces qui peuvent convaincre les autres grâce à des gestes subtils et des messages non verbaux. La façon dont le message est transmis importe plus que le message lui-même.

Le facteur de l'adhésion se rapporte au contenu et à la nature du message. Pour adhérer, un message doit être facile à mémoriser et avoir la capacité de pousser les gens à agir. Il ne doit pas passer inaperçu. Le message doit se détacher de la foule d'informations circulant aujourd'hui. Aux fins de l'événement *Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant »*, un certain nombre de questions clés ont été soulevées concernant ce message. De quelle façon le message relatif à la littératie peut-il adhérer? Pourquoi n'a-t-il pas réussi à adhérer par le passé? Peut-on le rendre encore plus adhérent? Avons-nous déterminé avec précision les publics cibles auxquels nous désirons nous adresser? Pourquoi n'avons-nous pas atteint le *point tournant*?

¹ Gladwell, Malcolm. *The Tipping Point. How Little Things Can Make a Big Difference*. Boston: Little, Brown and Company, 2000

L'existence d'un contexte propice concerne le milieu dans lequel le message circule. Ce contexte peut comporter différents volets : politique, social, économique et communautaire. Dans un pays industrialisé comme le Canada, on tient souvent la littératie pour acquise. Par conséquent, on ignore souvent ceux qui nous disent que de faibles niveaux de littératie au sein de la population constituent un grave problème. De même, il existe des priorités conflictuelles dans le cœur et la tête des Canadiens.

M. Stirling a posé quelques questions afin d'alimenter le remue-méninges lors de la table ronde :

- Comment identifier *les plus rares* et faire en sorte qu'ils participent?
- Comment favoriser *l'adhésion*? Quel est le message devant être communiqué par les plus rares?
- Quel est le *contexte propice*? Comment créer un contexte permettant de voir le message sous un jour nouveau et montrant l'urgence de la situation?

Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » — Du point de vue des spécialistes

Le premier comité plénier a été présidé par Barbara Byers, vice-présidente du Congrès du travail du Canada, et a été intitulé Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » — Du point de vue des spécialistes. Les spécialistes sont des experts de l'information qui partagent et échangent leurs connaissances. Cette première séance comportait des présentations selon deux points de vue au sujet de l'état actuel de la littératie, ainsi que des présentations réalisées par deux représentants du gouvernement provincial.

Données relatives à la littératie et répercussions : que savons-nous?

Scott Murray, DataAngel

Scott Murray a fourni un aperçu des cinq éléments qui, selon lui, sont nécessaires pour faire en sorte que la littératie atteigne le point tournant : un objectif commun, la mise à bas de certaines idées préconçues tenaces, un investissement de 6 milliards de dollars de la part des gouvernements, une « industrie de la littératie » efficace et productive et du courage sur le plan politique.

Selon M. Murray, le fait « d'aider les Canadiens à exploiter pleinement leur potentiel économique grâce à la littératie » pourrait constituer un objectif commun. Il estime que la littératie est indispensable dans un contexte d'économie mondiale du savoir hautement compétitive. Or 42 % des Canadiens ne possèdent pas un niveau de littératie suffisant. M. Murray a proposé d'opter pour un message négatif : « Si nous ne nous attaquons pas au problème de la littératie, nous en paierons le prix sur le plan économique ».

M. Murray a affirmé qu'il existe toujours des idées préconçues profondément enracinées que l'on doit éliminer :

- 1. Idée préconçue :** nos niveaux de littératie sont aussi bons que ceux de nos concurrents.
Réalité : notre niveau moyen de compétences en littératie est plus faible que celui de nombre de nos concurrents, et une plus grande proportion de notre population possède des compétences moins importantes en littératie.
- 2. Idée préconçue :** nos niveaux de littératie sont suffisants pour soutenir nos objectifs socio-économiques.
Réalité : puisque notre existence se fonde sur les échanges, notre capacité à demeurer concurrentiels requiert un niveau de compétence plus élevé.
- 3. Idée préconçue :** la littératie n'a aucune répercussion sur les résultats individuels.
Réalité : la littératie est le facteur déterminant le plus important en ce qui concerne les résultats individuels, une source d'information précieuse.
- 4. Idée préconçue :** la littératie n'a aucune répercussion sur le rendement macro-économique.
Réalité : la littératie est le facteur déterminant le plus important en ce qui concerne le rendement macro-économique.
- 5. Idée préconçue :** le gouvernement n'a aucun rôle à jouer dans la résolution de ce problème.
Réalité : seul le gouvernement possède les outils nécessaires pour surmonter l'échec du marché qui a engendré des niveaux d'investissement insuffisants dans la littératie au Canada.

M. Murray a présenté son point de vue par rapport aux manières d'obtenir un investissement de la part du gouvernement. Il doit exister des données sans équivoque sur les coûts économiques liés à la résolution du problème, ainsi qu'une compréhension des avantages potentiels d'un investissement dans la littératie. On doit élaborer des solutions afin de détourner les dépenses courantes dans le soutien passif du revenu et dans la création d'emplois vers l'amélioration des compétences en littératie. Il faut que l'on parvienne à une compréhension claire de ce qu'il en coûte de négliger ce problème, à la certitude que le système a la capacité d'obtenir des résultats et à la conception d'une façon de surveiller les progrès.

Enfin, il faut faire preuve d'un certain courage politique par le biais du leadership. Cela sous-entend qu'il faut voir au-delà de ce qui est urgent afin de voir également ce qui est important, et qu'il faut résister à certains intérêts conflictuels.

Selon M. Murray, il n'existe pas assez d'arguments de nature économique en faveur de la littératie (par ex. coûts, bénéfices, rendement des investissements, etc.). Voici quelques autres « échecs » décrits par M. Murray : l'attachement excessif aux impératifs moraux qui restreignent l'action, le fait de ne pouvoir désigner un champion, l'incapacité à convaincre les gouvernements et les employeurs qu'ils peuvent parvenir aux améliorations de compétences désirées et l'incapacité de mettre en place des systèmes pouvant documenter les réussites.

M. Murray a terminé sa présentation par un cri de ralliement : « Ce dont les Canadiens ont besoin, c'est de compétences minimales garanties ».

Politiques en matière d'alphabétisation et de littératie : que savons-nous?

D^r Allan Quigley, Université St. Francis Xavier

Allan Quigley a intitulé sa présentation « *École contre outils : remettre en cause la formule* ». *Quelle est l'origine de la situation actuelle au Canada?* Il a souligné le fait que l'alphabétisation des adultes au Canada est apparue il y a longtemps, en citant l'exemple de la création, en 1858, du premier programme d'alphabétisation des adultes au YMCA de Kingston.

D^r Quigley estime que l'histoire de la littératie au Canada n'a pas été suffisamment étudiée, d'autant plus que c'est une histoire dont les Canadiens devraient être fiers et tirer des leçons en observant les pratiques du passé.

Selon D^r Quigley, depuis l'abrogation de la Loi sur la formation professionnelle des adultes en 1980, le Canada souffre à la fois d'une érosion du financement consacré à la littératie et d'un rétrécissement de sa vision en matière de littératie. Il estime que le modèle de formation de base des adultes (FBA), constitué d'instruction individuelle, d'acquisition continue et de modules de cours, a été efficace et continue de l'être, mais qu'il est nécessaire d'adopter des approches complémentaires à ce modèle afin d'augmenter l'efficacité des programmes de littératie.

D'après D^r Quigley, le modèle doit être revu et corrigé en raison du dilemme constant introduit par les statistiques sur la littératie : on n'a observé que très peu de progrès en matière de littératie entre l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) de 1994 et l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes (ELCA) de 2003. Les statistiques du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) se sont améliorées; ce n'est malheureusement pas le cas des statistiques concernant la littératie chez les adultes. La grande question : « Quels changements effectuerons-nous en vue de la prochaine EIAA? »

D^r Quigley a proposé quelques pistes intéressantes au sujet du terme de « littératie ». Au sens étymologique, ce terme ne dérive pas du mot « lecture ». L'écriture (et la lecture) sont apparues il y a 6 000 ans en tant que méthode de communication. L'histoire de la littératie, par contre, est loin d'être aussi simple. Quelque 7 000 ans après la première apparition du langage écrit, les Romains ont mis au point le concept de « litteratus », applicable aux individus ayant la capacité de lire le latin. Selon la théorie de D^r Quigley, ceci démontre que la littératie n'est pas qu'une façon de définir ceux qui peuvent lire et écrire, mais plutôt le reflet de valeurs prédominantes. Au 7^e siècle, on considérait une personne comme analphabète si elle ne pouvait lire le latin, même si elle avait la capacité de lire d'autres langues. À cette époque, ce qui était important était donc fondé sur les exigences de la société plutôt que sur celles de l'apprenant. Si la littératie (c.-à-d. la lecture, la numératie et l'écriture) n'était qu'un ensemble d'aptitudes neutres sans valeurs implicites inhérentes, personne ne serait jugé selon le fait de posséder ou non ces aptitudes. Cela prouve que la littératie dérive d'un ensemble de valeurs, et que la scolarisation est la meilleure façon d'inculquer ces valeurs prédominantes.

D^r Quigley a fait valoir le fait que le premier endroit où la littératie est transmise depuis au moins 1812 est l'école, avec comme outils les enseignants et les livres. Les valeurs prédominantes correspondent à ce que les éducateurs ont choisi d'enseigner à leurs apprenants. Les valeurs prédominantes d'aujourd'hui sont centrées sur l'augmentation des niveaux de littératie, l'amélioration de la situation économique et la préparation des individus au marché du travail.

D^r Quigley nous a proposé de jeter un coup d'œil au-delà de ce modèle afin de nous demander si les salles de classe, les livres et les enseignants sont toujours nécessaires. L'innovation en matière d'enseignement de la littératie peut prendre plusieurs formes. D^r Quigley a exposé les cas du Collège Frontière, qui a abandonné les salles de classe traditionnelles, et celui du Moyen-Orient, qui tire parti des technologies existantes (par ex. la télévision). Il a aussi cité l'exemple de l'Australie, qui investit dans les technologies d'apprentissage à distance, exploitant notamment Google et Wikipedia en vue de renforcer la littératie par la pratique. Ces exemples démontrent bien la possibilité d'atteindre le point tournant en intégrant des approches informelles d'apprentissage à la solution.

Perspectives provinciales : que se passe-t-il sur le terrain?

Bobbi Boudreau, directrice, Direction des compétences et de l'apprentissage, gouvernement de la Nouvelle-Écosse

Bobbi Boudreau a d'abord présenté les statistiques concernant les taux de littératie en Nouvelle-Écosse.

- 75 000 personnes, dont 56 % sont des hommes et 42 % des femmes, se trouvent au niveau 1. Parmi ces personnes, 47 % ont un emploi, 14 % sont au chômage et cherchent activement un emploi et 39 % ne font pas partie de la population active. 67 % de ces personnes ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires.
- 168 000 personnes, dont une moitié sont des hommes et l'autre moitié des femmes, se situent au niveau 2. Parmi ces personnes, 58 % ont un emploi, 13 % sont au chômage et cherchent activement un emploi et 29 % ne font pas partie de la population active. 38 % de ces personnes ne possèdent pas de diplôme d'études secondaires.

Mme Boudreau a fait ressortir le vieillissement de la population active de la Nouvelle-Écosse. 26 % de la population active est âgée de plus de 50 ans, par rapport à 16 % il y a seulement dix ans. Ce changement démographique a d'importantes répercussions à l'échelon provincial, engendrant des pénuries de compétences et de main-d'œuvre, en rendant plus difficile le recrutement d'employés, exerçant une pression à la hausse sur les salaires, imposant une participation aux travailleurs plus âgés et créant le besoin de gérer la relève et d'assurer la transmission du savoir. Les travailleurs qui souffrent d'un faible niveau de littératie ont plus de mal que les autres à s'adapter à l'évolution du marché du travail et des compétences requises. De faibles niveaux de littératie restreignent de façon considérable la mobilité ascendante dans un milieu où les taux de retraite sont plus élevés, ainsi que la quantité de main-d'œuvre disponible.

Le changement de la nature du travail lui-même conduit également à une augmentation du sous-emploi et à la création d'obstacles plus grands pour les sans-emploi, et les employeurs sont souvent incapables de trouver des personnes qualifiées pour les postes qu'ils ont à offrir. La résolution de ces problèmes passe impérativement par des investissements considérables au chapitre du perfectionnement professionnel, de la mise à niveau des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Mme Boudreau a présenté l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse (NSSAL), un service qui fournit des programmes éducatifs gratuits aux adultes, en français et en anglais. Cette école a pour mandat de contribuer au développement socio-économique de la Nouvelle-Écosse en veillant à ce que les adultes néo-écossais disposent des aptitudes, des connaissances et des titres professionnels nécessaires pour effectuer une transition fructueuse sur le marché du travail et s'impliquer activement à la maison, au sein de la collectivité et sur leur lieu de travail. Les adultes peuvent s'inscrire à l'école par le biais de programmes communautaires, d'écoles secondaires pour adultes, du *Nova Scotia Community College* (NSCC) et de l'Université Sainte-Anne. En 2006, on proposait plus de 140 programmes.

La NSSAL a été fondée afin de créer plus de programmes, d'élargir les perspectives, d'augmenter l'accessibilité et la viabilité financière et d'augmenter la flexibilité nécessaire pour reconnaître les expériences vécues par les adultes. La province a également créé un titre professionnel reconnu et valable partout : le diplôme d'études secondaires pour adultes de la Nouvelle-Écosse.

Tandis que la province réalise certains progrès, les priorités de la NSSAL comprennent une meilleure sensibilisation du public, l'établissement de nouveaux partenariats, la mise à l'épreuve du modèle complet, la création de synergies plus complètes avec les organismes communautaires, la création d'un plus grand nombre d'occasions de développement professionnel commun et l'augmentation du niveau de participation des équipes régionales de planification.

Perspectives provinciales : que se passe-t-il sur le terrain?

D^{re} Margaret Lipp, commissaire, Saskatchewan Literacy Commission

Selon Margaret Lipp, le contexte de l'approche de la Saskatchewan en matière de littératie s'aligne sur la préoccupation mondiale concernant la littératie telle que définie dans la déclaration de la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation, ainsi que sur l'établissement de la littératie en tant que l'une des trois priorités principales du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC) et l'élaboration d'un plan d'action à cet effet.

L'alphabétisation constitue un enjeu de premier plan en Saskatchewan depuis que le gouvernement provincial a mis sur pied la *Saskatchewan Literacy Commission* (SLC) en 2005, soit l'année où la province a célébré son centenaire. Le gouvernement a nommé un ministre responsable de cette commission. Le fonds d'aide à l'innovation *SaskSmart*, un projet d'un million de dollars, a été lancé afin de favoriser une réponse novatrice aux besoins en matière de littératie à l'échelon provincial.

Voici les objectifs de la *Saskatchewan Literacy Commission* :

- Élever les niveaux de littératie pour l'ensemble de la population saskatchewanaise;
- Susciter la collaboration au sein du gouvernement, afin d'influer sur le programme de développement de la littératie dans tous les ministères;
- Veiller à ce que les apprenants aient un accès équitable à diverses possibilités de développement en matière de littératie dans l'ensemble de la province et puissent tous profiter des programmes et des services offerts;
- Orienter l'élaboration d'un système provincial de littératie à l'appui des prestataires actuels de services de littératie dans des contextes non institutionnels et informels, et élargir la portée et le type de programmes de littératie afin de pouvoir répondre aux différents besoins des apprenants en littératie;
- Sensibiliser le public de façon plus efficace, créer un sentiment d'identification au programme au sein de la collectivité et améliorer la capacité locale en ce qui a trait aux programmes destinés à satisfaire aux besoins de développement en matière de littératie au sein de la collectivité, au moyen d'activités locales impliquant des organismes et des bénévoles de la collectivité.

La Saskatchewan a opté pour une définition élargie de l'alphabétisation, incluant les littératies multiples nécessaires au succès dans la vie et dans l'apprentissage; cette définition englobe à la fois la maîtrise des technologies de l'information et des communications (TIC), la numératie, la littératie scientifique et technologique, ainsi que la littératie personnelle, sociale et culturelle. La littératie est fondée sur une approche holistique selon laquelle tout progrès en matière d'alphabétisation renforce les capacités d'un individu, tant intellectuellement, physiquement, émotionnellement que spirituellement, à contribuer positivement et à participer équitablement à la vie sociale et économique de sa famille, de la collectivité, de la province et de la société dans son ensemble. On utilise ce modèle pour l'apprentissage à tout âge, c'est-à-dire pour les nourrissons et les enfants d'âge préscolaire comme pour les personnes âgées de plus de 65 ans. De même, le modèle s'applique à l'apprentissage dans tout type de contexte, que ce soit dans le milieu familial, dans le système de scolarité obligatoire, en formation continue, sur le lieu de travail ou dans la collectivité. Des objectifs spécifiques relatifs à la technologie sont également intégrés au modèle. Ceux-ci nécessiteront la mise en place d'une infrastructure durable en matière de technologie et de communications, un milieu de commerce électronique adapté aux besoins, efficace et rentable, ainsi qu'un milieu d'apprentissage électronique pouvant satisfaire aux différents besoins des apprenants et des formateurs, où qu'ils soient.

La Saskatchewan doit relever un certain nombre de défis :

- Les résultats globaux obtenus en lecture par les adolescents de 15 ans ont diminué considérablement entre 2000 et 2003; ils sont inférieurs aux résultats canadiens à tous les niveaux de statut socio-économique, surtout aux deux extrémités (bas et élevé).
- Les données de 2003 indiquent qu'environ 203 000 personnes dans l'ensemble de la province ont obtenu un niveau 1 ou 2 en lecture courante.

D^{re} Lipp a mis en lumière certains défis concernant particulièrement la population autochtone. Le niveau de compétence obtenu par les Autochtones urbains du Manitoba et de la Saskatchewan en lecture courante a été inférieur de presque 10 % à celui des non-Autochtones.

D^{re} Lipp a soutenu que l'une des principales initiatives de la Commission consiste à appuyer les collectivités en vue de mettre au point des programmes de littératie. Les programmes communautaires de littératie incitent la collectivité, ainsi que les leaders et bénévoles locaux, à prendre conscience des besoins de la collectivité en matière de littératie et à y répondre. Puisque la Saskatchewan possède le taux le plus élevé de participation bénévole au Canada, le recrutement de bénévoles représente dans cette province un composant essentiel. Grâce à la planification communautaire, on peut utiliser de façon plus efficace et coopérative les ressources publiques; de même, on est en mesure d'optimiser et d'harmoniser les ressources fédérales, provinciales et municipales. Enfin, les atouts de la collectivité sont rendus accessibles afin de satisfaire aux besoins de la population en matière de littératie, et les secteurs privé et bénévole s'impliquent plus activement dans les activités de littératie.

La Commission définit le succès en fonction de la stabilité du système, de l'existence de perspectives équitables et de résultats provinciaux, ainsi que de l'engagement communautaire et des mesures coopératives en vue d'améliorer la littératie.

Discussion plénière

Les présentations ont été suivies d'une période de questions et de commentaires pour le public participant à la table ronde.

On a posé à Scott Murray la question suivante : de quoi se compose la somme de 6 milliards de dollars dont vous recommandez l'investissement en littératie? Selon lui, cette somme est requise afin de faire passer tous les individus des niveaux 1 et 2 au niveau 3, en fonction des renseignements disponibles pour les différents groupes d'apprenants et des résultats des programmes de pratiques exemplaires réunis dans le cadre de sa recherche. Son analyse des bénéfices économiques a révélé qu'on pourrait constater un rendement des investissements au bout de 5 à 7 ans.

Un autre participant a soulevé la question du soutien aux systèmes formels d'éducation par rapport au soutien à l'apprentissage chez les adultes. M. Murray a indiqué que de façon générale, le système favorise l'acquisition de compétences de plus en plus importantes chez les enfants. Toutefois, bien que le système scolaire puisse « produire » des individus qualifiés, il peut ne pas être en mesure de le faire en quantité suffisante pour remplacer les travailleurs plus âgés qui se retirent du marché du travail. C'est ce qui fait de l'alphabétisation des adultes actuellement sur le marché du travail une solution si cruciale pour niveler les compétences inégales.

Un autre participant a ensuite demandé à M. Murray comment aborder la question de la littératie en milieu de travail, étant donné qu'il est si difficile de convaincre les employeurs de l'importance de mettre en place des programmes de littératie. Mme Boudreau a alors décrit une initiative de littératie en milieu de travail lancée en Nouvelle-Écosse, dans le cadre de laquelle le gouvernement octroie des bourses aux employeurs qui embauchent des formateurs, afin de rembourser les frais nécessaires et le coût du matériel éducatif. Les employés participent au programme en utilisant, à proportions égales, leurs heures de travail et leur temps personnel.

D^{re} Lipp a ajouté que l'un des plus importants défis consiste à convaincre l'entreprise de l'importance de la question. Elle a toutefois indiqué que de nombreuses entreprises saskatchewanaises de grande taille s'impliquaient dans des initiatives de littératie en milieu de travail. Par exemple, un prestataire de soins de santé a décidé de fonder une école à même le lieu de travail. D^{re} Lipp a également indiqué que la Saskatchewan Labour Market Commission (SLMC), une initiative conjointe entre les employeurs et la main-d'œuvre, a désigné un spécialiste de la littératie en milieu de travail. La SLMC a établi des partenariats avec le système scolaire, de la maternelle à la 12^e année, en créant des comités affaires-éducation.

Une participante a ensuite félicité les provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan d'avoir créé un modèle de partenariat. Elle a cependant remis en cause l'idée de Scott Murray selon laquelle un niveau de compétence garanti devrait remplacer la loi du salaire minimum, en insistant sur le fait que les deux systèmes étaient nécessaires. M. Murray a répondu que si les Canadiens possédaient le niveau de compétence requis, il ne serait pas nécessaire de mettre le salaire minimum en application au Canada. Il a également fait valoir le fait qu'il est essentiel que tous occupent un emploi leur permettant de mettre à profit leurs compétences.

Un autre participant a ensuite signalé qu'une discussion sérieuse s'imposait au sujet de la littératie, plus précisément pour améliorer la compréhension du fait que les problèmes liés au travail ne sont pas le seul motif pouvant pousser les personnes ayant un faible niveau de littératie à s'améliorer. Une grande importance est accordée aux besoins en milieu de travail, mais qu'en est-il de la reconnaissance des motifs personnels et sociaux?

Barb Byers a enfin clos la séance en présentant son point de vue. Elle s'implique dans des questions touchant la littératie depuis 1989; ce faisant, elle a appris que la littératie n'est un concept neutre ni sur le plan économique ni sur le plan social. Elle a souligné le rôle primordial joué par les partenariats à cet égard. Selon elle, le défi consiste à créer des milieux conscientisés et impliqués activement dans les questions concernant la littératie et le langage clair. Elle a signalé que le Congrès du travail du Canada avait rédigé à nouveau sa constitution dans un langage clair trois ans auparavant.

Mme Byers appuie l'idée selon laquelle les programmes en milieu de travail ne concernent pas que le milieu de travail : en effet, ils ont également des répercussions positives sur les travailleurs, tant chez eux qu'au sein de la collectivité. Selon elle, le Canada a besoin d'un salaire minimum garanti et d'un niveau de compétence minimum en littératie.

Elle a ajouté que les besoins en ce qui concerne les initiatives intergouvernementales et intersectorielles sont importants. Le gouvernement doit jouer un rôle de leader à cet égard. Nombreux sont ceux, au sein du mouvement ouvrier, qui croient que le Secrétariat national à l'alphabétisation est une ressource précieuse.

Mme Byers a affirmé qu'il est important de désigner des champions en matière de littératie et a rappelé aux participants que certaines personnes qui avaient auparavant joué le rôle de champion avaient cessé de s'impliquer. Elle croit qu'il serait utile de consulter quelques-uns de ces anciens champions afin de vérifier s'ils seraient intéressés à s'impliquer de nouveau.

Où en sommes-nous et quel est notre objectif? — Discussions en petits groupes n° 1

La première série de discussions de groupe a servi de réflexion sur l'état actuel de la littératie et d'examen des éléments requis afin d'améliorer ce dernier de façon considérable au Canada. On a demandé aux participants de réfléchir aux questions clés suivantes :

1. En tenant compte de nos propres expériences, comment pouvons-nous caractériser l'état de la littératie au Canada?
2. Que pouvons-nous apprendre des présentations des experts sur ce qui explique que nous n'ayons toujours pas atteint le point tournant? Qu'est-ce qui fonctionne? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas? Avons-nous des leçons à tirer des provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan?
3. De quoi avons-nous besoin pour enfin provoquer d'importantes améliorations en matière de littératie au Canada?

1. En tenant compte de nos propres expériences, comment pouvons-nous caractériser l'état de la littératie au Canada?

Les participants à la table ronde ont exprimé une certaine préoccupation par rapport à l'absence d'un système pancanadien d'éducation pour les adultes, géré de façon efficace et disposant de ressources suffisantes. De nombreux participants ont déploré le fait que, bien qu'il semble y avoir une prise de conscience de plus en plus aiguë en ce qui concerne la question de la littératie des adultes, les ressources mises à la disposition des programmes de littératie destinés aux adultes demeurent insuffisantes. Le portrait général est plutôt alarmant.

Les analyses démographiques mettent en évidence le besoin d'une main-d'œuvre adulte aux compétences diversifiées, et il a été démontré que le fait de fournir aux adultes une seconde chance de se former constitue un investissement rentable. Les questions touchant la littératie sont néanmoins abordées d'une façon peu structurée. La littératie est un problème invisible.

L'absence d'amélioration entre les données de l'EIAA et de l'ELCA pourrait constituer la preuve que les programmes de littératie n'ont pas produit les résultats escomptés. Toutefois, les participants à la table ronde ont souligné le fait que les statistiques ne peuvent à elles seules dresser un tableau complet. Ces enquêtes servent à mesurer le niveau de compétence des individus, et non pas à fournir une analyse du système de transmission des connaissances.

Le financement, précaire et incertain, accentue les difficultés déjà rencontrées par le mouvement pour l'alphabétisation. La tendance était au pessimisme en ce qui concerne la disponibilité future du financement.

La question de la crédibilité a été soulevée par la plupart des participants. Les données sur la littératie sont bien documentées dans le rapport État de l'apprentissage du CCA, ainsi que dans les différentes enquêtes internationales menées sur le sujet. Malgré tout, nombreux sont ceux qui peinent à croire que 42 % des Canadiens de 16 à 65 ans ne possèdent pas un niveau de littératie suffisant.

Le terme de « littératie » lui-même pose problème. Il ne semble pas y avoir de compréhension claire de ce que signifie la littératie, ni du côté du public ni de celui de la communauté œuvrant dans ce domaine. De plus, une certaine confusion règne quant aux termes tels que « compétences essentielles ».

La situation des francophones, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec, est particulièrement problématique, tel que l'indiquent les faibles niveaux de littératie, les lieux de travail qui n'emploient que l'anglais (surtout hors du Québec) et le faible niveau de participation aux programmes même au Québec, où un solide système de transmission des connaissances est en place.

De nombreux participants ont affirmé que le mouvement pour l'alphabétisation devait exploiter ses points forts, notamment son expérience exhaustive et directe dans le secteur de la littératie et sa sincère préoccupation.

2. Que pouvons-nous apprendre des présentations des experts sur ce qui explique que nous n'ayons toujours pas atteint le point tournant? Qu'est-ce qui fonctionne? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas? Avons-nous des leçons à tirer des provinces de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan?

Les participants étaient d'avis que les présentations sur la Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan démontraient que la situation n'était pas aussi inquiétante partout; en effet, certains territoires de compétence provinciale s'en tirent plutôt bien. On a souligné le fait que les exemples de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan concernaient des provinces à population relativement faible, où l'on jouissait d'un financement provincial et où certains partenariats entre les entreprises, les travailleurs et le gouvernement existaient déjà.

On s'accordait à dire que la littératie n'en était toujours pas au « point tournant ». Une grande difficulté : les multiples définitions du terme de « littératie », qui nuisent à la transmission de messages clés cohérents. De plus, les informations d'appui, essentielles à l'élaboration des politiques, ne sont pas accessibles en quantité suffisante; par exemple, il serait fort utile de pouvoir consulter une étude sur la capacité de transmission du programme ou un profil du secteur de la littératie. Enfin, il semblerait que les Canadiens ne soient pas au courant des problèmes de littératie qui existent dans leur pays, et qu'ils n'appuient que très peu les programmes visant à améliorer la littératie. La situation au Royaume-Uni est tout autre. En effet, le premier ministre Tony Blair, lorsqu'il est devenu évident que le coût de l'inaction serait beaucoup plus élevé que celui de l'action, a réagi en lançant une initiative en matière de littératie.

Lors de la table ronde, tous ont convenu du fait qu'il est essentiel de pouvoir présenter des arguments économiques convaincants. Toutefois, pour nombre de participants, il semblait important de maintenir l'approche courante en matière de littératie, c'est-à-dire une approche holistique et citoyenne. En s'appuyant sur la description des « valeurs prédominantes » faite par D' Quigley, certains participants se sont penchés sur l'utilisation du terme de « compétences essentielles » pour décrire la littératie; il s'agissait de savoir si celle-ci reflétait l'importance relative accordée aux besoins en milieu de travail par rapport à l'importance d'une population alphabétisée.

3. De quoi avons-nous besoin pour enfin provoquer d'importantes améliorations en matière de littératie au Canada?

Les groupes de discussion ont abordé la notion de « message adhérent », c'est-à-dire un message capable de convaincre différentes parties prenantes ayant des points de vue différents. Les participants ont suggéré qu'il serait utile d'identifier les messages « adhérents » clés ainsi que les personnes clés pouvant transmettre ces messages, de façon à présenter des arguments convaincants aux organismes de financement et aux autres intervenants.

Les participants ont évoqué de façon uniforme le besoin d'arriver à un consensus quant à un message clair qui fasse directement appel aux aspirations humaines des apprenants. Ce message devrait à la fois s'harmoniser aux arguments économiques et tenir compte des expériences holistiques des apprenants.

On a tendance à sous-estimer l'importance de l'apprentissage des adultes dans les collectivités ou sur les lieux de travail. Il faut voir plus loin que le modèle de la salle de classe lorsqu'il s'agit de formation destinée aux adultes. Le modèle idéal doit combiner apprentissage formel, apprentissage non institutionnel et apprentissage informel.

On a soulevé l'idée qu'une bonne communication ne pouvait vendre une mauvaise politique, mais qu'à l'inverse, une mauvaise communication pouvait tuer dans l'œuf une bonne politique. Cela laisse entendre qu'il est nécessaire d'élaborer un discours clair et concis, fondé sur la culture et le langage du public cible visé. La littératie a besoin d'un « argument publicitaire unique ».

Pour réussir, il faut assurer une meilleure sensibilisation du public au problème, en associant la littératie à d'autres priorités, telles que la santé, la réduction des dommages et les valeurs familiales.

Les participants ont manifesté un certain intérêt à appuyer les partenariats fédéraux, provinciaux et territoriaux d'une façon non agressive, en mettant à profit les partenariats institutionnels déjà en place, tels que le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), le Forum des ministres du marché du travail et le Conseil de la fédération. Certains conseils et associations du secteur industriel pourraient également apporter leur collaboration.

On a également suggéré lors de la table ronde la mise sur pied d'un secrétariat à la littératie intégré au bureau du premier ministre. Il pourrait s'agir d'une structure de coordination multidimensionnelle servant de lien entre les secteurs de la justice et de la santé.

En plus des initiatives gouvernementales et des partenariats, le groupe a abordé le besoin d'identifier des champions pour la cause. On a suggéré, entre autres, la création d'un petit groupe composé de dix à quinze champions indépendants de la communauté de la littératie, afin de travailler en conjonction avec cette dernière à l'élaboration d'un message convaincant et à la diffusion à plus grande échelle de la question. Ce groupe de champions pourrait se composer de personnalités connues des milieux médiatique et culturel, de leaders du monde du travail ainsi que d'autres intervenants clés.

En guise de conclusion, les participants ont rappelé le besoin d'établir une stratégie pancanadienne structurée en ce qui concerne les compétences de base et la littératie, fondée sur les objectifs nationaux, un modèle de financement durable et une large portée, y compris par les programmes communautaires et en milieu de travail.

Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » - L'existence d'un contexte propice

Judith Maxwell, attachée supérieure de recherche auprès des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, a été l'intervenante principale pour la séance du soir. Robert Giroux, président du Conseil d'administration du CCA, a présenté D^{re} Maxwell et animé la discussion.

L'idée centrale de la présentation de D^{re} Judith Maxwell était que le changement ne se produit que lorsque les paramètres requis sont présents. Cela n'est possible que si le contexte, les éléments probants et les parties prenantes le permettent. D^{re} Maxwell estime qu'une telle occasion devrait se présenter d'ici quelques années et qu'il faudra alors la saisir.

Le contexte, selon D^{re} Maxwell, se fonde sur les quatre plus importants défis démographiques et relatifs au marché du travail que les Canadiens devront relever au cours des 30 prochaines années :

- Une croissance plus lente de la population active et des pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs;
- Une faible croissance de la productivité;
- Des inégalités croissantes sur le marché du travail (bons et mauvais emplois);
- L'exclusion sociale et le risque de l'apparition d'une classe marginale.

Puisque la littératie est un élément primordial de ces quatre problèmes, il y a fort à parier que les employeurs, les gouvernements et les leaders civiques devront investir dans une initiative en matière de littératie. Or, les faibles niveaux de littératie sont un déficit caché. Au Canada, il existe un système universel de scolarisation, et les résultats obtenus lors des tests internationaux de suivi des acquis des élèves, comme le PISA, sont élevés. Les Canadiens ont peine à croire aux données sur la littératie qui démontrent que 42 % des adultes d'âge actif possèdent des aptitudes faibles en littératie. Les employeurs n'évaluent pas la littératie de leurs employés et, par conséquent, ne connaissent pas leurs aptitudes.

Par le passé, les Canadiens pouvaient se permettre d'ignorer ce problème, car le taux de chômage était élevé et il y avait un excès de main-d'œuvre. De plus, il n'existait à l'époque aucune preuve de l'efficacité des programmes de littératie. Nombreux étaient ceux qui considéraient de tels programmes comme un gaspillage des fonds publics, et qui ignoraient peut-être les preuves mettant en valeur des pratiques exemplaires pour améliorer l'efficacité des programmes.

D^{re} Maxwell est d'avis que les personnes impliquées dans la question de la littératie n'ont pas réussi à démontrer le coût associé à de faibles aptitudes en littératie. Personne n'a su utiliser une approche complète afin d'en déterminer le coût économique. D^{re} Maxwell, lors de la table ronde, a mentionné que dans le cadre d'une étude future, Scott Murray se pencherait sur cette question.

Elle a décrit trois catégories de coûts : les coûts de renonciation, les coûts associés aux mesures correctives et les coûts intergénérationnels.

Les coûts de renonciation sont les bénéfices auxquels on renonce : la croissance économique perdue, et avec elle le revenu et les emplois potentiels perdus; la participation civique et sociale perdue, y compris la participation électorale et le bénévolat, et la réduction du nombre d'activités d'apprentissage destinées aux adultes.

Les coûts associés aux mesures correctives sont les coûts nécessaires au maintien de l'ordre social : l'aide sociale et les services sociaux; les coûts liés aux soins de santé personnels et à l'utilisation de services de soins de santé (ces coûts sont quatre fois plus élevés pour les patients à faible niveau de littératie), et l'élaboration de politiques et la justice (il existe une incidence plus élevée de délinquance parmi la population à faible niveau de littératie, et le coût annuel d'une incarcération est de 53 000 \$ par contrevenant).²

La troisième catégorie concerne les coûts intergénérationnels. Il s'agit de l'héritage laissé aux générations futures, car l'éducation des parents est un solide indicateur des aptitudes futures de leurs enfants en littératie. 50 % des adultes dont les parents n'ont pas obtenu un diplôme d'études secondaires ont obtenu un niveau 1 ou 2 en littératie.

L'idée centrale est que le coût total d'un faible niveau de littératie est immense. La seule façon de réduire ce coût est d'améliorer les aptitudes en littératie.

Toutefois, le Canada ne possède aucune stratégie complète en matière de littératie. D^{re} Maxwell estime que cela s'explique par un certain nombre d'obstacles, le premier étant l'incrédulité, ou le déni. Lorsqu'elle s'adresse à des leaders d'opinion, la conversation tourne court dès l'instant où elle mentionne « 42 % ». Cela a pour conséquence que la discussion ne se concentre pas sur les solutions.

Un autre obstacle vient du fait que l'on doute que l'investissement puisse produire des résultats. Il n'existe aucun consensus par rapport à la priorité, que celle-ci soit mise de façon préventive sur les enfants et les jeunes ou de façon corrective sur les adultes. D^{re} Maxwell est d'avis que l'exemple de prévention et de correction de la Saskatchewan constitue une approche idéale et devrait guider nos priorités. Une meilleure éducation des enfants en bas âge permet la gestion proactive de problèmes tels que celui des 28 % d'élèves qui arrivent en première année sans les bases nécessaires pour apprendre à lire. La prévention peut également constituer une solution pour les 38 % de personnes âgées de 16 à 25 ans qui possèdent de faibles aptitudes en littératie.

En même temps, la correction demeure un facteur important. Environ 55 % des immigrants récents et 33 % des personnes âgées de 26 à 35 ans ont besoin d'aide en littératie. Les adultes se trouvent confrontés à d'immenses défis lorsqu'il s'agit de trouver et de suivre jusqu'à la fin un programme adéquat. Il pourrait être bénéfique pour le Canada d'étudier le modèle du Royaume-Uni, où d'impressionnants résultats ont été obtenus du côté de l'augmentation du niveau de littératie chez les adultes.

D^{re} Maxwell a décrit les quatre ingrédients clés d'une stratégie pour atteindre le « point tournant » :

1. Repérer des études de cas révélatrices et effectuer une analyse coût-profit.
2. Expliquer les statistiques relatives à la littératie ainsi que leurs conséquences en les associant directement aux quatre grands défis démographiques et relatifs au marché du travail mentionnés plus haut.
3. Élaborer une vision pour le système que vous désirez créer et identifier un modèle de succès. Le modèle de l'Alberta en est un solide pour le contexte actuel, puisqu'il accorde une grande importance aux normes professionnelles.
4. Résoudre le problème fédéral-provincial. Par le passé, les gouvernements ont réussi à progresser lorsque deux ou trois provinces se faisaient champions de la cause. La Prestation nationale pour enfants, une mesure dans le cadre de laquelle l'Ontario et la Colombie-Britannique ont réussi à obtenir la participation de leurs collègues, et le programme national d'évaluation des élèves, une initiative dont le Québec et l'Alberta ont été les pionniers, en sont des exemples. En ce qui concerne la littératie, il faut désigner des champions au CMEC et au Conseil de la fédération, ainsi qu'aux tables de négociation provinciales et territoriales.

Selon D^{re} Maxwell, le point tournant en matière d'alphabétisation et de littératie sera atteint :

- Quand on aura compris le lien entre la littératie et les quatre défis que représentent la pénurie de main-d'œuvre, la faiblesse de la productivité, les inégalités et l'exclusion sociale;
- Lorsqu'on se livrera à une analyse des coûts par rapport aux avantages et que les pratiques exemplaires auront été répertoriées;
- Quand on parviendra à faire prendre pleinement conscience aux Canadiens de tout ce que peuvent apporter des programmes de renforcement de la littératie de grande qualité, financés par les investissements nécessaires.

² Cette idée sera détaillée dans une publication future intitulée : Judith Maxwell et Tatyana Teplova, *Canada's Hidden Deficit: The Social Cost of Low Literacy Skills*, Réseau canadien de recherche sur le langage et l'alphabétisation, à venir

Discussion plénière

On a interrogé D^{re} Maxwell au sujet de la pertinence d'étudier l'Union européenne (UE) et les mécanismes qu'elle a mis en place afin de gérer les problèmes paneuropéens. Elle a répondu que le modèle européen servait de « méthode ouverte de coordination ». L'UE est le lieu de réunion des délégués de chacun des pays membres. Lors de ces réunions, on établit des objectifs, des échéanciers et des méthodes de suivi. En conséquence, on peut clairement constater qui réalise des progrès et qui n'en réalise pas. Il s'effectue également un important partage de pratiques exemplaires (et déplorables). D^{re} Maxwell a le sentiment que l'UE et le Canada sont différents du point de vue institutionnel : notre gouvernement fédéral ne pourrait jouer un rôle de lieu de réunion central. Toutefois, le Conseil de la fédération peut jouer ce rôle; les provinces pourraient prendre elles-mêmes l'initiative.

On lui a demandé de donner ses impressions sur l'établissement de la littératie, une question ayant un impact sur différents ministères, au sein d'un ministère unique. Le fait de travailler avec différents ministères ne rend-il pas la tâche plus complexe pour le secrétariat à l'alphabétisation? D^{re} Maxwell a convenu qu'un secrétariat à la littératie pourrait être utile à tous les ministères, en citant les avantages de l'approche interministérielle employée en Saskatchewan, par le biais de la *Saskatchewan Literacy Commission*, et en Nouvelle-Écosse, par le biais de l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse.

On a ensuite demandé à D^{re} Maxwell s'il pouvait être bénéfique d'obliger l'Entente sur le développement du marché du travail et l'entente relative au marché du travail à allouer une partie de leurs transferts à la littératie. D^{re} Maxwell a répondu que compte tenu de l'état actuel de l'AE, il y a plus de travailleurs à l'extérieur qu'à l'intérieur du système d'AE (44 % seulement des sans-emploi ont droit à des prestations d'AE). Si le gouvernement a l'intention de planifier pour l'ensemble de la population active, il lui faut penser en termes de nouvelles ententes institutionnelles (ou d'accords contractuels), de façon à ce que les gouvernements puissent rassembler les ressources nécessaires pour permettre aux gens d'accéder à une formation en littératie et sur les compétences essentielles, en vue d'une transition en douceur vers un emploi plus enrichissant. D^{re} Maxwell a affirmé que l'AE et ses composants connexes devaient faire l'objet d'un réexamen.

Une autre question concernait la façon de parvenir à un consensus sur les éléments à mesurer. D^{re} Maxwell a convenu que les éléments mesurés et la façon de les mesurer revêtaient une grande importance. Les Britanniques ont tendance à se vanter du nombre de personnes qui ont réussi à passer d'un niveau de littératie à un niveau supérieur. Cela semble être une façon plutôt neutre de mesurer les résultats. Toutefois, D^{re} Maxwell partage l'avis de ceux qui affirment qu'il devrait exister un procédé visant le consensus parmi les parties prenantes en ce qui concerne la surveillance et la compilation des données.

Une autre personne a souligné que les opinions étaient partagées parmi les participants à la table ronde quant à la façon d'intégrer la statistique de 42 % au message sur la littératie. D^{re} Maxwell a affirmé éprouver elle-même une certaine difficulté par rapport au message, et a exprimé sa frustration et décrit son échec à persuader les décideurs de regarder au-delà des statistiques sur la littératie.

Un autre participant a rappelé que l'un des dilemmes relatifs au message est que d'un côté, nombreux sont ceux qui aimeraient éviter de parler des déficits en apprentissage et préféreraient un message positif, fondé sur des concepts orientés sur les atouts. D'un autre côté, le message doit également reconnaître et aborder les éléments négatifs tels que l'inégalité et le fait que trop de personnes sont laissées pour compte au chapitre de la littératie.

En guise de réponse, D^{re} Maxwell a affirmé que les personnes éduquées avaient tendance à investir dans leur formation continue, et que ce sont plutôt les personnes limitées ou opprimées qui ont besoin de l'attention publique. Nous comptons sur les gouvernements pour s'impliquer lorsque certains groupes de la société sont incapables d'accéder à des possibilités d'apprentissage; cette situation se traduit par de faibles niveaux de littératie.

Alphabétisation et littératie : vers le « point tournant » -Le facteur de l'adhésion

Dominique Ollivier, directrice générale de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes, a présidé la deuxième séance plénière. Cette séance avait pour objet de proposer quelques angles nouveaux sous lesquels étudier la question de la littératie. Sous quel jour se présente la littératie du point de vue du marketing? Qu'en est-il de l'aspect de la gestion du changement? La séance plénière comprenait une présentation sur une initiative récente dans le cadre de laquelle une ville a choisi de devenir une « communauté d'apprentissage ».

Une analyse du point de vue de la gestion du changement

Alan Kay, *The Glasgow Group*, conseiller en gestion du changement, membre du conseil d'administration de la Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA

Alan Kay a commencé sa présentation en décrivant les efforts déployés par le Royaume-Uni, efforts ayant engendré un investissement de 8 milliards de livres dans le système d'éducation britannique. Cette initiative a demandé l'implication du gouvernement dans son ensemble et a mis à profit différents messages clés présentés par un champion (le premier ministre Tony Blair) :

L'éducation : la meilleure politique économique, celle qui préparera la Grande-Bretagne pour l'avenir;

L'éducation : la meilleure politique sociale, celle qui contribuera à la création d'une Grande-Bretagne où le travail et le mérite, et non pas les privilèges ou la classe sociale, sont une garantie de succès;

L'éducation : le meilleur moyen de tirer profit du potentiel humain; l'éducation, l'éducation, l'éducation : encore et toujours la clé du succès futur pour la Grande-Bretagne.

Au Canada, le problème de la littératie manque de visibilité. Les gouvernements préfèrent parler des points forts de leurs systèmes éducatifs, et cela les pousse à se concentrer sur des secteurs critiques autres que la littératie.

M. Kay a affirmé avoir le sentiment que le terme de « littératie » était trop large pour avoir une signification concrète. Selon lui, le fait de dire qu'il existe « un problème de littératie » au Canada revient à dire qu'il existe « un problème de maladie » au Canada. Il faut établir les priorités clés, c'est-à-dire les problèmes les plus graves et les occasions les plus importantes, afin de mettre la littératie à l'ordre du jour des décideurs canadiens.

Afin d'améliorer la visibilité de la littératie au Canada, M. Kay propose que nous effectuions une vérification de ce qui fonctionne bien, pour mieux établir nos priorités. Cela implique l'identification de ce qui peut être démontré à l'aide de statistiques, comme l'apprentissage de la population active adulte, une question mesurable aux résultats visibles, en lien direct avec les thèmes à l'ordre du jour gouvernemental et ayant la capacité d'utiliser les ressources existantes.

Un objectif clair aide les gens à se rallier à une cause; or, selon M. Kay, la littératie n'a pas d'objectif clair. Cet objectif doit faire écho pour toutes les parties prenantes et offrir une perspective à long terme. C'est lui qui aidera à définir et à favoriser la prise d'initiatives stratégiques clés visant à donner l'élan nécessaire pour enfin parvenir au « point tournant ». Et, bien que les initiatives ne puissent toutes mener au succès, il est tout de même possible d'apprendre, de s'améliorer et de continuer en poursuivant un objectif.

M. Kay a également proposé de déterminer les apprenants à cibler, ainsi que ce qu'il faut leur enseigner et la manière de le faire. Cela permettra de mettre la question de la littératie en évidence en concevant et en diffusant des connaissances adaptées aux différents besoins et styles d'apprentissage. Ce procédé est efficace et productif pour les apprenants comme pour les bailleurs de fonds.

M. Kay a conseillé au groupe de penser en termes de résultats, c'est-à-dire ce dont les employeurs ont besoin, en déterminant la façon dont l'apprentissage de la littératie peut s'intégrer aux autres types de formation continue. Le plan choisi doit faire appel aux points et aux programmes de distribution existants (par ex. les collèges professionnels).

Le plan doit être mis en œuvre suivant un certain échéancier, comme, par exemple, l'échéancier établi pour une campagne anti-tabagisme. Le plan doit comporter une priorité urgente, et il doit favoriser l'accès aux « fruits les plus faciles à cueillir », c'est-à-dire qu'il doit être facile à mettre en œuvre.

En tant qu'expert en gestion du changement, M. Kay a donné ses impressions sur les deux agents principaux du changement. Selon le premier facteur, le haut dirigeant le plus expérimenté doit prendre des mesures de manière visible, en se faisant bien entendre. Selon le deuxième facteur, il faut reconnaître que le changement fonctionne bien lorsque les superviseurs principaux disposent des outils nécessaires pour parvenir au succès.

Le mouvement pour l'alphabétisation doit mettre au point un discours clair et concis, comme ce que l'on désigne en anglais sous le nom d' « *elevator speech* » (discours d'ascenseur); cela signifie que le message doit être transmis dans la période nécessaire à un ascenseur pour atteindre l'étage désiré. Un discours d'ascenseur clé peut être adapté à toutes les parties prenantes. Toutefois, il doit être cohérent des points de vue de l'objectif, du problème à résoudre, des personnes à qui il peut être bénéfique et de l'appel à l'action. Pour que le message soit bien compris, il faut le répéter.

Il est également important de mesurer l'impact du message transmis. M. Kay a indiqué que la littératie devait être mesurée par rapport aux résultats d'apprentissage, plutôt que par rapport au seul processus d'apprentissage. Par exemple, le procédé de mesure doit pouvoir déterminer combien d'apprenants ont une meilleure situation économique et, par extension, combien d'entreprises et de familles commencent à prospérer, etc. L'établissement d'indicateurs de développement d'une nation mieux éduquée favorisera la réussite. Enfin, la mesure des résultats doit servir aux apprenants et être visible pour le grand public.

M. Kay a fait valoir que, bien que le Canada ait réalisé certains progrès, — au fond, les capacités nationales en littératie ne sont pas catastrophiques — le mouvement pour l'alphabétisation doit se focaliser, attirer l'attention des leaders nationaux et faire connaître à ceux-ci les secteurs dans lesquels il faut immédiatement s'améliorer.

M. Kay a conclu en insistant sur trois nécessités :

- Se doter d'un objectif précis et d'un plan dont l'efficacité se confirme au fil du temps;
- Faire en sorte que ce plan porte ses fruits pour les apprenants;
- Attirer l'attention des hauts dirigeants ainsi que des responsables, leur en expliquer le mode de fonctionnement et leur indiquer les résultats appelés à être évalués.

An analysis from a communications point of view

Fernan Carrière, directeur des communications, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)

Quoique nous soyons de plus en plus conscients de la gravité de la situation en matière d'alphabétisation — que ce soit les faibles lecteurs ou le grand public — nous ne sommes pas prêts à prendre les moyens ou à faire des choix sur le plan personnel pour attaquer ou régler ce problème.

Lors d'une récente conversation avec un spécialiste en politiques d'éducation et en opinion publique, monsieur Carrière racontait que ce dernier affirmait que contrairement à ce que la plupart des gens pensent, l'alphabétisation est un enjeu reconnu sur la place publique.

Aujourd'hui, nous connaissons beaucoup mieux le problème qu'il y a 20 ans : la série d'articles de Peter Calamine publiée dans le *Toronto Star*, la première *Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes* (EIACA) et la révélation de Jacques Demers, l'ancien entraîneur du Canadien, qui dévoilait dans sa biographie qu'il ne savait ni lire, ni écrire ou presque. Il y a eu le rapport du comité ministériel de madame Bradshaw qui présentait une étude d'ensemble des problèmes qu'engendre un faible niveau d'alphabétisation au sein de la population canadienne d'un point de vue économique et social.

Quelques mois plus tard, le Conseil Canadien sur l'apprentissage (CCA) publiait son tout premier *Indice composite de l'apprentissage* — un outil unique en son genre au monde permettant de mesurer le rendement annuel du Canada dans plusieurs domaines liés à l'apprentissage tout au long de la vie. De plus, le RCRPP (Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques) publiait le rapport intitulé « Les trop nombreux laissés-pour-compte » (*Too many left behind*).

Depuis ce temps-là, M. Carrière note un engagement accru des gouvernements provinciaux. Quelques exemples : les

déclarations du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, le Conseil de la fédération qui a institué un prix de l'alphabétisation et le dépôt d'un projet de loi sur l'alphabétisation au Manitoba. Pourrait-on alors constater qu'une saine émulation soit en train de se produire entre les provinces? La Colombie-Britannique l'a déclaré : elle veut devenir la province la plus alphabétisée. L'alphabétisation faisait l'objet d'une déclaration récente des premiers ministres de l'Atlantique ainsi que dans le discours du trône du Nouveau-Brunswick. Et, plusieurs étaient au courant et comptaient participer à une conférence organisée par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.

Selon M. Carrière, il y a adhésion. La révélation de monsieur Demers nous a beaucoup aidés notamment à titre d'illustration du bien fondé de notre lutte contre les compressions budgétaires. Nous avons recours à des personnes influentes qui connaissent le problème. Ce qui manque, c'est la concertation et l'engagement de tous les secteurs, soit le secteur privé, particulièrement les employeurs et les gouvernements. Mais là aussi M. Carrière constate des signes encourageants depuis quelques mois, dont le rapport de la Banque TD et la présentation au Comité parlementaire de l'Association des comptables en management agréés demandant au gouvernement d'instituer des mesures fiscales pour s'adresser au problème de l'alphabétisme.

M. Carrière a aussi souligné l'importance des études de cas, des histoires avec des exemples concrets.

Il s'agit d'expliquer ce que veulent dire les chiffres. Le problème de l'alphabétisme est plutôt lié aux faibles compétences en lecture. Il faut reconnaître les années dont les gens ont besoin pour arriver à lire. Ceux qui possèdent une bonne capacité en lecture ne se souviennent pas toujours de l'effort et du travail qu'il faut consacrer pour apprendre à lire. C'est pourquoi il faut l'expliquer.

Selon M. Carrière, il faut aussi déculpabiliser l'individu. S'il coûte quatre fois plus cher pour maintenir en santé une personne qui a de faibles compétences en lecture, cela représente un coût que tous doivent payer. Deux cent personnes mises à pied incapables de remplir un formulaire d'emploi parce qu'elles n'ont pas maintenu leurs capacités de lecture pendant 20 ou 30 ans représente un coût que tous doivent assumer. M. Carrière a fait appel aux participants d'être honnêtes dans leur communication et de bien expliquer l'importance de ces enjeux économiques et sociaux. Il faut donc créer un environnement favorable et un ensemble de mesures pour remédier à cette situation.

La FCAF a élaboré un plan d'action. Sur le plan des communications, l'objectif consiste à amener des milliers de personnes à faire les démarches nécessaires pour s'impliquer dans un apprentissage.

Le défi consiste à développer un message clair et cohérent et joindre les personnes ayant un pouvoir de décisions.

Enfin, nous devons créer une culture axée sur l'apprentissage au Canada.

Une analyse sous un angle local : réflexions sur la façon dont une collectivité est parvenue au point tournant

Michelle O'Brien, coordonnatrice de projet, Projet de communauté d'apprentissage au sein de la municipalité de Fort Erie, Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM)

Michelle O'Brien a présenté l'exemple d'une collectivité qui est parvenue au « point tournant ». Mme O'Brien travaille pour l'Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM) à l'élaboration de programmes de littératie en milieu de travail dans les municipalités depuis 12 à 14 ans, avec un grand succès.

Il y a environ six ans, un groupe faisant partie du projet de littératie de l'ACAM a décidé d'explorer le concept de création d'une « communauté d'apprentissage ». Des structures du genre existaient déjà en Europe et en Australie, mais aucune n'avait jusque-là été mise sur pied à l'initiative d'une municipalité.

L'ACAM a décidé de relever le défi et a mis sur pied un comité consultatif ayant pour but de déterminer la faisabilité de la création de communautés d'apprentissage. Le comité a donc passé les deux années suivantes à examiner le concept, pour ensuite produire un avant-projet de communauté d'apprentissage. Le comité a ensuite lancé un appel à différentes villes afin d'en trouver une qui souhaiterait servir de cobaye au projet. La ville ontarienne de Fort Erie a accepté de jouer le jeu.

Fort Erie est une ville qui compte 30 000 habitants permanents et 10 000 habitants saisonniers. D'un point de vue démographique, la population de cette ville est plus âgée que celle des collectivités avoisinantes. Afin de mieux gérer les difficultés d'une économie en déclin, la ville a approuvé l'ouverture d'un casino. L'une des dispositions de la licence stipulait qu'une partie des revenus produits par le casino devait être investie dans la collectivité.

La ville a alors mis sur pied un comité de santé et de bien-être ayant pour but d'enquêter sur les façons d'en faire profiter la collectivité. Le maire de la ville et le comité ont vu dans la création d'un centre pour l'apprentissage tout au long de la vie un moyen de relancer l'économie de la ville et d'améliorer la qualité de vie de ses habitants. Ils ont créé un comité consacré à la communauté d'apprentissage qui, pendant les deux années suivantes, a travaillé à la recherche de partenaires. Le comité a misé sur le fait que la ville se percevait déjà comme une communauté d'apprentissage. Vers la fin de l'année 2006, la ville a engagé un consultant pour élaborer un plan visant à l'obtention du statut de communauté d'apprentissage, comprenant des objectifs réalistes ainsi qu'une ébauche des mesures à prendre afin d'atteindre l'autosuffisance complète. Le comité en est actuellement à mettre ce plan en pratique, en mettant l'accent sur la durabilité.

Différents facteurs peuvent expliquer le succès du comité :

1. **Les partenariats** : le partenariat initial entre le SNA, l'ACAM et la ville de Fort Erie était bien établi dès le départ, et d'autres partenaires de la collectivité s'y sont rapidement joints. Les décisions sont prises de façon conjointe entre l'ACAM et la ville de Fort Erie.
2. **Le facteur temporel** : le comité a disposé de deux ans pour élaborer un plan durable. L'atteinte du « point tournant » a été une tâche ardue, et on a laissé très peu de place à l'erreur; malgré tout, les partenaires ont tous été en mesure de respecter l'échéancier établi.
3. **La reconnaissance des éléments déjà en place** : le comité a misé sur les éléments déjà en place pour la création de sa communauté d'apprentissage. Grâce à ses liens avec différents organismes de développement social, le comité consultatif a pu accéder à de nombreux partenaires. Un inventaire des ressources existantes pouvant être incorporées à l'effort de création de la communauté d'apprentissage a été mis au point.
4. **La définition commune du concept de communauté d'apprentissage** : la définition large d'origine provient de l'ACAM. Le comité de la ville de Fort Erie y a adhéré. Le comité se réfère régulièrement à cette définition et reconferme son engagement par rapport à elle.

Le plan de mise en œuvre débutait par un énoncé de mission fondé sur certains principes directeurs :

- Miser sur les éléments déjà en place.
- Viser l'évolution, et non la révolution.
- Mettre l'accent sur le développement de capacités et la durabilité.

Ce modèle d'une municipalité atteignant le « point tournant » a pu se concrétiser grâce à la combinaison de ces principes directeurs avec le désir de réussir de la collectivité.

Discussion plénière

La première question concernait le message à transmettre et la notion d'un déficit caché. Puisque les données démographiques et économiques semblent toutes deux mener vers le point tournant, sur lesquelles devrions-nous mettre l'accent? Les mauvaises nouvelles attirent l'attention du public, et les crises poussent les gens à l'action; pourtant, le message diffusé est négatif. Il existe cependant des modèles de réussite. Un exemple : Jacques Demers, l'ancien entraîneur de la LNH qui a avoué récemment être analphabète et qui a tout de même pu aller loin dans la vie tout en réussissant à cacher ses capacités limitées en lecture.

M. Kay estime qu'il faut élever ces personnes au rang de héros, car elles ont réussi là où personne ne croyait que c'était possible. Il nous faut reconnaître les aptitudes des gens et les aider à surmonter les obstacles. M. Kay a ajouté que la recherche de Scott Murray est cruciale pour attirer l'attention du public et en tirer profit.

Mme O'Brien a ajouté qu'elle avait l'impression que le message de la ville de Fort Erie n'était pas négatif, et qu'il démontrait au contraire que chaque collectivité avait le droit d'accéder aux outils nécessaires à l'apprentissage tout au long de la vie.

M. Carrière, quant à lui, a formulé des réserves par rapport à l'utilisation du cas de Jacques Demers en tant que modèle, précisément parce que celui-ci n'a jamais participé à un programme de littératie. Selon lui, cela pourrait diffuser un message nuisible : « J'ai pu réussir sans l'aide d'un programme de littératie ». Il est également essentiel de réaliser que les gens du niveau 2 savent lire; leur problème a plutôt à voir avec le fait qu'ils ne savent pas suffisamment lire pour accomplir les tâches qui leur sont attribuées. Il ne s'agit pas uniquement de « littératie », mais également de compréhension.

M. Kay a rappelé que le discours d'ascenseur doit décrire le problème et transmettre efficacement le message voulu. Le discours doit être clair : les personnes qui ont besoin d'aide doivent se prendre en main.

Une participante du milieu ouvrier a affirmé qu'il existe au sein de ce mouvement beaucoup de personnes comme Jacques Demers. Elle a fait valoir que le fait de remplacer le mot « carences » par le mot « obstacles » transférait la responsabilité du problème de l'individu à l'ensemble de la population. Selon elle, nous devrions tous revenir en arrière, redevenir des apprenants et comprendre ce que cela implique réellement. Sa question finale concernait la façon de demeurer au point tournant une fois qu'on l'aura atteint.

Mme O'Brien a affirmé que la ville de Fort Erie était parvenue à ce point, et que d'y rester constituait le véritable défi. La ville a changé de conseil municipal et de maire. Bien que l'on comprenne que la durabilité est un élément essentiel, de nombreux autres groupes se disputent les profits du casino.

M. Carrière a mis en évidence le fait que même si nous réussissions à transmettre efficacement notre message, nous n'avons toujours pas à notre disposition les formateurs ou les programmes nécessaires.

M. Kay a indiqué qu'il existe dans notre société de nombreuses causes valables, et que la littératie n'en est qu'une parmi tant d'autres. Nous devons quantifier nos acquis et souligner nos réussites.

Un autre participant a laissé entendre que nous cherchions des réponses simples à des questions complexes. Il nous faut un message simple ou un message plus large. Selon Alan Kay, celui-ci doit mettre l'accent sur le milieu de travail. Michelle O'Brien propose un message ciblé et large s'adressant à la collectivité entière.

Un participant a voulu savoir si le fait de mettre l'accent sur la formation professionnelle et technique reviendrait à négliger la formation sur les compétences de base. Mme O'Brien lui a répondu que du côté de Fort Erie, on tentait de prêter attention aux deux aspects.

M. Carrière a convenu de la grande importance d'un message cohérent, puisqu'il est primordial d'adapter le message au public. La FCAC consulte la communauté de la littératie et ses partenaires afin de tenter de repositionner son message.

Mme Ollivier a mis fin à la séance en rappelant au public l'importance d'établir des priorités. Il existe d'importants motifs économiques et sociaux qui font que les gens doivent posséder certaines aptitudes pour pouvoir s'impliquer au sein de la société. Lorsque l'on établit des priorités, on a parfois tendance à exclure certains groupes. Si l'on veut inclure tout le monde, il nous faut être clairs sur ce dont les gens ont besoin afin d'améliorer leurs capacités et d'acquérir des compétences en littératie.

Le facteur de l'adhésion : discussions en petits groupes n° 2

La deuxième série de discussions en groupe a eu pour thème central la manière de faire « adhérer » le message relatif à la littératie. On a encouragé les participants à réfléchir aux présentations de la séance du matin, au moyen de questions clés : (1) Comment devrions-nous présenter la question de la littératie? Cette question comporte-t-elle certains aspects majeurs devant être délimités plus clairement? Comment pouvons-nous présenter notre histoire? (2) Quels sont nos publics cibles? Devons-nous concevoir de nouvelles façons d'encourager leur implication et, dans l'affirmative, de quelle manière?

1. Comment devons-nous présenter la question de la littératie? Cette question comporte-t-elle certains aspects majeurs devant être délimités plus clairement (par ex. dans les énoncés de politique et dans la correspondance)? Comment pouvons-nous présenter notre histoire?

Contenu du message

La question du contenu du message a occupé une grande partie des discussions. Pour la plupart des participants, un message accompagné de différents sous-messages semblait représenter la méthode la plus appropriée.

La discussion a donné lieu à la présentation de diverses approches de la structure du message. Certains participants ont formulé des réserves quant à l'utilisation de l'« argument économique » en tant que message clé. Les personnes en faveur de l'approche économique ont proposé de transmettre le message d'une façon qui n'entraverait pas une discussion plus élargie et plus intégratrice.

Certains participants ont souligné l'importance de s'adresser directement aux apprenants, tout en reconnaissant la portée de leur contexte et de leurs besoins. Cela a conduit à la proposition de deux messages : un message négatif, exposant les coûts financiers et sociétaux d'une faible capacité en littératie, et un message positif, concentré sur la valeur financière et sociétale de l'atteinte d'un niveau élevé de littératie parmi la population. Certaines personnes ont suggéré d'écarter l'usage de termes comme « carences » en apprentissage, pour favoriser plutôt les termes d'« obstacles » et de « problèmes d'accès ».

Le message relatif à l'apprentissage tout au long de la vie et à la littératie

On s'accordait en général à dire que la littératie devait être associée à l'apprentissage tout au long de la vie. Voici quelques-unes des suggestions apportées :

« Tout le monde y gagne lorsque tous s'impliquent dans l'apprentissage. »

« Il nous est possible de créer, en l'espace d'une dizaine d'années, une véritable culture d'apprentissage tout au long de la vie. »

« Une culture d'apprentissage qui permet à tous d'exploiter leur plein potentiel chez eux, au sein de la communauté et sur le lieu de travail. »

On a observé que les personnes qui n'étaient pas familiarisées avec l'expression « apprentissage tout au long de la vie » avaient tendance à l'interpréter négativement, comme si elle signifiait que « l'apprentissage est un long processus pénible » ou encore que « l'apprentissage est un travail sans fin ». Le langage employé pour décrire l'apprentissage tout au long de la vie doit donc être clair, positif et compatible avec ses usagers.

Un message relatif à l'apprentissage tout au long de la vie doit créer des liens avec des initiatives internationales, en intégrant par exemple les défis en matière de littératie au concept du droit à l'apprentissage. Cela promouvrait également le Canada en tant que signataire de la Déclaration sur le droit d'apprendre des Nations Unies.

Diffusion du message

Bien que l'on n'ait pu décrire facilement le contenu du message, il semble évident que différentes versions de celui-ci, adaptées aux différents publics visés, soient requises. Pour le grand public, le message doit énoncer de façon explicite « ce que cela peut apporter » et « ce qu'on peut faire pour appuyer la cause ». Quant aux décideurs, il est important de comprendre et d'employer leur langage, c'est-à-dire le langage du « capital humain ». Le public issu du milieu du travail, soit les employeurs et les travailleurs, exige un vocabulaire particulier.

Une suggestion concrète consistait à identifier entre 12 et 15 « Canadiens éminents » et à rechercher des façons de leur confier la responsabilité de transmettre le message relatif à la littératie. On a également indiqué que les employeurs représentaient d'excellents porte-parole, en soulignant l'utilité que pourrait avoir la contribution de champions provenant de ce secteur.

Les procédures favorisant l'implication communautaire sont essentielles lors de la diffusion du message au public. La communauté est l'endroit où l'on fournit les services, et elle constitue également l'arène des principaux acteurs économiques (par ex. les chambres de commerce municipales).

2. Quels sont nos publics cibles? Devons-nous concevoir de nouvelles façons d'encourager leur implication et, dans l'affirmative, de quelle manière?

- Apprenants/grand public : le message concerne l'importance d'un choix éclairé et le besoin d'une participation globale de la société.
- Groupes culturels particuliers (tels que les peuples autochtones) : il faut transmettre le message selon lequel la littératie est essentielle pour que ces groupes se fassent une place au sein de la société.
- Gouvernements : la littératie est une question concernant différents ministères, et non pas les seuls ministères de l'éducation et de la formation professionnelle.
- Employeurs : le message relatif à la littératie doit être présenté en employant leur langage et répondre à leurs besoins spécifiques, c'est-à-dire en abordant les questions de santé et de sécurité, les bonnes pratiques d'embauche, la productivité, ainsi que l'équité et la diversité.
- Petites et moyennes entreprises (PME) : le message relatif à la littératie doit les informer des sources d'aide et de soutien à leur disposition.
- Milieu ouvrier : le message doit présenter l'équité en tant que priorité centrale. La littératie favorisera une plus grande participation aux réunions et aux activités syndicales, ainsi qu'aux procédures ayant trait aux relations en milieu de travail.

La force des plus rares : discussion en petits groupes n° 3

Lors de la série finale de discussions en petits groupes, on a rassemblé les participants œuvrant dans des secteurs similaires ou partageant des antécédents semblables. On a divisé les participants en 8 groupes, dont : les employeurs, les travailleurs, les chercheurs, les organisations non gouvernementales, les organismes spécialisés en littératie, les intervenants, le CCA et le gouvernement. Lors de cette séance, les participants se sont penchés sur la force des plus rares, c'est-à-dire les personnes qui ont une responsabilité et des capacités particulières en rapport avec l'amélioration de la littératie au Canada. Les participants ont parlé de ce que ces groupes pouvaient faire pour favoriser l'avancement de la littératie. On leur a également demandé de réfléchir aux quatre questions suivantes :

1. Quelles mesures les gouvernements, les employeurs, les syndicats, les institutions sociales, les éducateurs, les apprenants et les autres parties concernées peuvent-ils prendre afin de favoriser l'atteinte du point tournant en matière de littératie? Les partenariats déjà établis entre ces différentes communautés sont-ils suffisamment larges, intégrateurs et efficaces pour pouvoir améliorer le dossier de la littératie au Canada?
2. Nommez trois mesures concrètes que nous, les participants à cette table ronde, pourrions prendre afin de diffuser le message.
3. Quels sont les outils requis par les différentes parties prenantes pour pouvoir aider à améliorer l'état de la littératie au Canada?
4. Quand saurons-nous que nous avons atteint notre objectif?

1. Quelles mesures les gouvernements, les employeurs, les syndicats, les institutions sociales, les éducateurs, les apprenants et les autres parties concernées peuvent-ils prendre afin de favoriser l'atteinte du point tournant en matière de littératie? Les partenariats déjà établis entre ces différentes communautés sont-ils suffisamment larges, intégrateurs et efficaces pour pouvoir améliorer le dossier de la littératie au Canada?

Les représentants du groupe des employeurs ont indiqué que ceux-ci sont trop souvent absents lors des événements et des discussions concernant la littératie, et que ceux qui y participent sont en général issus d'entreprises de grande taille. Les employeurs d'entreprises de grande taille ont tendance à croire qu'il incombe au secteur public de superviser la formation sur les compétences de base, et sont donc en général peu enclins à investir dans la littératie. Il faut mettre en place un leadership « au sommet de la pyramide » du secteur privé, de façon à encourager l'implication des employeurs. Il n'existe pas suffisamment de méthodes et de solutions efficaces pour favoriser l'engagement des petites entreprises. Les petites et moyennes entreprises (PME) ne disposent pas de la capacité ou des organismes de soutien nécessaires pour fournir une formation en milieu de travail, surtout lorsqu'il s'agit de formation sur les compétences de base. Il pourrait être utile de désigner un champion de ce milieu pour représenter les petites et moyennes entreprises. D'autres participants ont proposé l'idée du partage, parmi les consortiums ou les réseaux d'affaires, des pratiques exemplaires entre employeurs.

Les représentants du groupe des chercheurs ont mis en évidence le manque de cohésion entre les chercheurs et les intervenants du milieu de la littératie. On a souligné que des tentatives avaient déjà été faites afin d'associer chercheurs et intervenants. Dans les années 1990, le SNA a établi un partenariat fructueux avec le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Bien que l'on ait cru qu'il s'agissait là d'une initiative positive, on avait le sentiment que les résultats obtenus n'étaient pas très solides. La recherche était trop éloignée des intérêts des intervenants, et ceux-ci appréciaient plus ou moins le travail effectué par les chercheurs. Par conséquent, les chercheurs et les intervenants ont été confrontés à des « problèmes de communication ». La communauté des chercheurs pourrait étudier à nouveau l'expérience du partenariat CRSH/SNA et apprendre d'elle afin de bien comprendre les objectifs et la valeur du travail de recherche.

Les représentants du groupe des agents gouvernementaux étaient d'avis que les différents ministères pourraient bénéficier d'une approche interministérielle. L'apprentissage tout au long de la vie est en général un thème transdisciplinaire, mais cela ne se reflète pas toujours dans les structures gouvernementales. La cohérence des priorités et des politiques est difficile à préserver dans un contexte où les priorités politiques sont en constante évolution et où la restructuration des ministères est fréquente. L'absence officielle de la province de Québec lors des événements nationaux fait que le Canada est privé de la richesse de l'expérience québécoise.

Les coalitions pour l'alphabétisation n'entretiennent pas toujours des liens avec les gouvernements provinciaux ou territoriaux dont elles relèvent. L'établissement de liens avec ceux-ci devrait être une priorité, surtout en vue d'obtenir un financement du gouvernement fédéral. La Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA peut soutenir la communauté de la littératie en favorisant les liens commerciaux. Les coalitions pour l'alphabétisation devraient tenter de tisser des liens avec des associations professionnelles telles que les groupes de formation et de perfectionnement et les associations de santé afin de créer un réseau plus large.

Les participants du milieu ouvrier ont présenté des façons de mieux gérer les messages, en favorisant l'élaboration de mesures de formation imposées par la loi et en donnant au gouvernement un rôle à jouer dans l'infrastructure et la formation. Il faut absolument rendre la participation accessible aux membres du milieu ouvrier, grâce à différentes approches telles que l'usage d'un langage clair, l'encouragement de la formation et de la littératie ainsi que l'association de la littératie aux questions touchant le travail, comme la formation, l'ajustement (pour les personnes en emploi comme pour les sans-emploi) et la santé et la sécurité. Il a été reconnu que les travailleurs devaient trouver un moyen de diffuser les témoignages des apprenants et de faire valoir l'impact de la littératie sur le milieu ouvrier. L'exemple le plus pertinent à ce sujet a été la mise sur pied du programme d'alphabétisation WEST par la Fédération du travail de la Saskatchewan.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage a défini la littératie comme un thème transdisciplinaire. Les participants du CCA ont émis certaines suggestions relativement à la façon dont ils pouvaient contribuer à l'atteinte du « point tournant » :

- définir les problèmes au niveau de la communauté;
- trouver des façons, pour les organismes communautaires, de travailler ensemble et de partager des renseignements;
- parvenir à des résultats pertinents dans le cadre des recherches effectuées.

La littératie concerne chacun d'entre nous, et nous devons tous chercher les ressources à notre disposition et comprendre la façon dont elles peuvent nous aider. Un leadership solide est requis. Certains participants à la table ronde ont fait valoir que le gouvernement devait agir, tandis que d'autres percevaient le rôle de leadership comme un effort commun. Les champions étaient considérés comme un moyen efficace d'attirer l'attention d'un plus grand nombre de personnes. Les questions de la mobilisation et du leadership ont été soulevées lors de la table ronde.

L'existence d'exemples très positifs de partenariats tels que le projet de communauté d'apprentissage au sein de la municipalité de Fort Erie démontre le potentiel de l'établissement de partenariats pour l'alphabétisation tirant profit des partenariats sociaux et communautaires déjà en place. Des investissements plus massifs du milieu des entreprises, du milieu ouvrier et des municipalités sont requis pour éviter l'effondrement du projet au moment où le financement gouvernemental prend fin. De même, certaines activités de financement novatrices pourraient être d'une grande utilité.

2. Nommez trois mesures concrètes que nous, les participants à cette table ronde, pourrions prendre afin de diffuser le message.

Message :

Le fait que 42 % des Canadiens ne satisfassent pas aux critères du niveau 3 constitue un grave problème. Le message doit être simple et clair. Cette idée a été prédominante tout au long de la table ronde. On a abordé la façon dont l'idéologie pouvait affecter l'élaboration et la transmission du message. Certains se disaient en faveur d'un argument économique plus solide, alors que d'autres croyaient qu'il était absolument nécessaire d'inclure l'argument social. D'autres ont appuyé l'idée des « littératies » afin de mettre en valeur ses rôles et résultats multiples.

Bien que plusieurs aient reconnu l'existence d'une stratégie nationale³, la question du degré d'unanimité sur la façon de mettre celle-ci en œuvre est en suspens. En fin de compte, il faut qu'un plan, un leadership et un engagement existent pour pouvoir aller de l'avant. Bien qu'il puisse ne pas être possible de parvenir à un consensus sur un « message commun », nous pouvons nous engager à partager et à passer le mot.

Le message choisi doit promouvoir une idée intégratrice et holistique de la culture d'apprentissage. Il doit insister sur le fait que la littératie concerne tout le monde. Certaines personnes ont suggéré qu'il devait être lié à l'idée d'un droit d'apprendre à l'échelle du pays.

Les membres du milieu ouvrier ont élaboré un plan visant l'association à un droit obligatoire d'apprendre fondé sur une stratégie coordonnée de leur milieu. Ce plan comprend un impôt de formation visant à niveler le terrain, l'inclusion d'un droit à un congé de formation dans la Loi sur les normes d'emploi, l'établissement d'un réseau de défenseurs de l'apprentissage (animateurs appuyant l'apprentissage tout au long de la vie en milieu de travail) ainsi que l'investissement de fonds publics pour faciliter la transmission du savoir. Ce plan garantirait la durabilité tout en établissant la norme pour tous les travailleurs.

Sensibilisation du public

Les participants ont discuté l'élaboration d'une approche ascendante de marketing social et l'utilisation d'une campagne de sensibilisation du public pour la faire connaître au moyen des médias les plus populaires. De nombreux participants se sont déclarés en faveur de l'établissement d'un partenariat avec une société de marketing.

Parmi les participants à la table ronde, on partageait le sentiment que le message devait être simplifié et qu'il fallait trouver des façons plus efficaces de le transmettre. On a cité en exemple des campagnes de sensibilisation du public telles que ParticipACTION. Les participants ont également recommandé d'examiner en détail la façon dont des questions telles que le SIDA ou l'environnement avaient atteint le « point tournant ».

Débat et dialogue sur les politiques publiques

Les participants ont indiqué qu'une discussion au sujet des politiques publiques devait avoir lieu. On a suggéré, entre autres, d'encourager un processus d'interaction régulière entre les décideurs et les parties prenantes. Une analyse des dépenses actuelles consacrées aux compétences relatives au langage et à la littératie à tous les niveaux du gouvernement enrichirait grandement le débat public. On a proposé l'investissement, par le Canada, de 6 % de son produit national brut dans l'éducation et dans l'allocation d'une part équitable du budget d'éducation à l'éducation des adultes, selon la recommandation du document intitulé *1997 Hamburg Declaration : the Agenda for the Future*⁴.

Établissement de partenariats

Les partenariats sont vitaux pour garantir des progrès dans le domaine de la littératie. Définir le rayonnement des partenaires potentiels aiderait à identifier les possibilités de collaboration et à y accéder. Voici quelques-uns des partenariats potentiellement efficaces suggérés par les participants : employeurs collaborant avec le milieu ouvrier, organismes sociaux travaillant sur des problèmes d'intégration et forum destiné aux partenaires du marché du travail (syndicats/employeurs/autres, tant à l'échelon fédéral qu'à l'échelon provincial). Ces partenariats se spécialiseraient dans les infrastructures et le financement.

³ Les participants ont parlé du rapport du Movement for Canadian Literacy intitulé *National Literacy Action Plan : the report*, du rapport du Comité consultatif de l'alphabétisation et des compétences essentielles pour le ministre responsable de la littératie intitulé *Vers un Canada pleinement alphabétisé* (le « rapport Bradshaw »), des recommandations du Comité permanent du développement des ressources humaines et de la condition des personnes handicapées, du rapport intitulé *Accroître l'alphabétisation des adultes : la nécessité d'une action pancanadienne*, ainsi que des recommandations contenues dans le rapport *État de l'apprentissage du CCA*.

⁴ UNESCO. *The Hamburg Declaration; the Agenda for the Future*. 5e Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Hambourg, Allemagne (1997) <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001161/116114eo.pdf>

Amélioration/perfectionnement des services

De nombreux participants ont suggéré des modèles d'éducation formelle, non institutionnelle et informelle en ce qui concerne la formation, les services et les programmes en littératie. Les modèles décrits impliquaient l'utilisation de technologies d'éducation à distance, l'éducation destinée à des groupes spécifiques, comme les peuples autochtones et les femmes, et certains paramètres alternatifs pour les institutions en matière d'intervention et d'éducation (par ex. les hôpitaux). Certains efforts doivent également être déployés afin d'assurer la participation du public aux programmes francophones. Une première étape pourrait consister à identifier les groupes aux besoins les plus urgents. Une collaboration au sein de la communauté par rapport aux services pourrait être d'une grande utilité. Cela peut impliquer, par exemple, de demander aux collèges communautaires d'inviter la communauté à visiter leurs installations, surtout les soirs et les fins de semaines.

3. Quels sont les outils requis par les différentes parties prenantes pour pouvoir aider à améliorer l'état de la littératie au Canada?

Les participants ont indiqué qu'il existe un consensus plutôt fort au sein de la communauté de la littératie en ce qui concerne les prochaines étapes. Voici ce dont nous avons besoin :

Un message précis et clair : un message commun et la définition des objectifs, de la vision et de l'état de la question.

Une communauté de la littératie plus cimentée et intégrée se traduirait par une plus grande capacité à produire des résultats. Un des participants à la table ronde a utilisé l'analogie de la « confection d'un patchwork » : il nous faut voir ce dont nous disposons et assembler les pièces afin de former une vision commune. Pour poursuivre l'analogie, le « revers » de ce patchwork pourrait être le Plan d'action national pour l'alphabétisation déjà élaboré par le *Movement for Canadian Literacy* (MCL).

La désignation d'un « **champion de la littératie** » *attitré* pour les PME est requise, ainsi que de plus nombreux spécialistes, connecteurs et vendeurs de façon générale.

Les faits connus issus de la recherche doivent être analysés plus en détail au moyen **d'études et de consultation plus approfondies**.

Il faut mettre au point une trousse d'outils en ligne destinée aux entreprises, comme par exemple BDAA@uTravail. Celle-ci pourrait comprendre des études de cas et des manuels du Conference Board, le test TOWES (Test of Workplace Essential Skills - test sur les compétences essentielles en milieu de travail), la MAIT (Matrice de l'apprentissage informel en milieu de travail) ainsi que d'autres ressources liées à la littératie.

Il faut trouver des **façons simples de diffuser des témoignages** : le CCA peut par exemple préparer et publier un livret de « témoignages » (pratiques fructueuses) proposant des méthodes et un plan d'action pour la communauté au sens large.

Un **mécanisme de partage de l'information, de l'expertise** et des sources de financement et de revenus; des consortiums ou des réseaux d'apprentissage pour faciliter le partage de pratiques exemplaires parmi les employeurs; les détails sur les expériences et un ensemble de pratiques efficaces et inefficaces pour que nous puissions savoir ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas et en tirer des enseignements.

Se comparer aux meilleurs : le Canada doit viser plus haut et peut-être même étudier le cas de la Norvège, un pays de plus en plus performant dans l'EIAA. Il faut également être créatif quant aux méthodes de mesure des progrès, en allant au-delà de la simple mesure des résultats affectant les niveaux de littératie atteints. La Suède quantifie l'apprentissage tout au long de la vie. Le MCL a mis au point un modèle logique qui propose certaines références telles que le nombre de programmes qui ne comportent pas de liste d'attente. Le CCA peut aider à perfectionner les outils de mesure dans le domaine de la littératie, afin que les intervenants puissent utiliser, perfectionner et communiquer les indicateurs de leur succès.

D'autres suggestions étaient entre autres le financement du marketing de masse, de meilleurs liens avec le CMEC et la syndicalisation des intervenants.

4. Quand saurons-nous que nous avons atteint notre objectif? On a proposé, lors de la table ronde, un certain nombre d'énoncés de vision :

- Lorsqu'on pourra rendre compte du succès en termes d'objectifs et de jalons atteignables et démontrer l'impact véritable de la littératie.
- Lorsque tous les Canadiens comprendront que la littératie est partie intégrante de l'apprentissage tout au long de la vie, et qu'elle n'est pas qu'une simple échelle à gravir pendant les années d'école.
- Lorsque le Canada aura mis en place des stratégies et des systèmes d'apprentissage destinés aux adultes.
- Lorsque le Canada aura atteint les niveaux les plus élevés au monde en littératie et en numératie.
- Lorsque le Canada donnera le « droit d'apprendre » aux personnes en emploi comme aux sans-emploi.
- Lorsque le Canada fournira de bonnes conditions de travail aux prestataires de services de littératie, lesquelles mènent à de bonnes conditions d'apprentissage.
- Lorsque les organismes favoriseront une culture d'apprentissage en y intégrant la littératie.
- Lorsque les chefs d'entreprise reconnaîtront la valeur de l'apprentissage et la souligneront, en la considérant comme un facteur de compétitivité.

Vers le point tournant : quel est notre objectif?

La séance plénière de clôture a été présidée par Jayson Myers, président de Manufacturiers et Exportateurs du Canada. Jay a ouvert la séance en invitant les deux rapporteurs à donner leurs impressions sur la table ronde afin d'amorcer la conversation sur les étapes à venir.

Chantal Ouellet, professeure, Département d'éducation et formation spécialisées, directrice des programmes d'enseignement en adaptation scolaire et sociale, Université du Québec à Montréal

Chantal a élaboré ses commentaires concernant une série de questions clés.

Comment définissons-nous l'état de l'alphabétisation au Canada?

- Les employeurs ne s'impliquent pas assez concrètement en alphabétisation.
- L'alphabétisation est multidimensionnelle et il existe différents points de vue sur la question.
- Il y a un manque de coordination entre les différents acteurs et les différentes ressources.

Qu'est-ce qui marche, qu'est-ce qui ne marche pas?

- Le gouvernement doit mettre plus d'accent sur les besoins de formation, en particulier ceux des francophones en milieu minoritaire.
- Ne pas se disperser mais se concentrer sur des points ou des aspects particuliers.
- Nous avons des données mais elles ne suffisent pas à faire avancer la cause.
- La littératie : une route à deux voies : les personnes et l'environnement (contexte, institutions, etc.) : privilégier un modèle holistique.

Que faut-il faire pour faire progresser l'alphabétisation de façon significative?

- Comprendre les enjeux économiques et sociaux de la littératie pour que la formation soit fondée sur les besoins.

Comment présentons-nous la question de l'alpha ?

Le message :

- Deux types de message pour deux publics ? Un alarmiste pour les décideurs, un positif pour les apprenants?
- Remettre le message dans son contexte pour les différents publics en fonction de leurs besoins et leurs intérêts.
- Parler le langage économique, le langage des décideurs, le langage des employeurs.
- Présenter des pratiques exemplaires, des histoires de réussite (modèles de communautés apprenantes, entreprises, etc.).
- Attention aux confusions, aux termes (alphabétisation, littératies, formation de base, compétences essentielles, etc.).
- Valoriser la multiplicité des approches.

Quels sont les publics et les démarches proposées ?

- La communauté en général et les groupes spécifiques en particulier.
- Les personnes influentes.
- Les employeurs qui, lorsqu'ils seront convaincus, feront valoir les valeurs ajoutées de la formation.
- Les travailleurs de 50 et plus.
- Les apprenants eux-mêmes.

...chez les praticiens

- Faire connaître les bonnes et les mauvaises pratiques.
- Personnes influentes dans les organisations (experts, connecteurs).
- Travailler en complémentarité.
- Action soutenue.
- Rendre compte des pratiques.

...chez les universitaires

- Partenariat.
- Employeurs ne sont pas présents.
- Les PME.
- Collaboration entre chercheurs et praticiens (connaître ce que les uns et les autres ont à offrir).
- Faire connaître les bonnes pratiques, tirer des leçons (ex : Fort Erie).
- Élever l'enjeu : leaders d'opinion de différents milieux.
- Nécessité de changer le message : où aller ensuite.
- La courtepoinde de l'alpha : mettre l'accent sur ce qui marche déjà.
- Développer de nouveaux indicateurs de succès (plus larges).

...chez les organisations sans but lucratif

- Approche intersectorielle.
- Livrer le message d'une façon appropriée.
- Marketing (champion pour transmettre le message).
- Stratégie pancanadienne (idées et messages sont déjà là).

...chez les coalitions provinciales, nationales

- Pas de consensus sur le comment.
- Avoir un message commun.
- Avoir des lieux et des occasions pour poursuivre la discussion.
- D'autres instruments de mesure (+qualitatifs, + sur les pratiques).

Nadine Valk, conseillère principale en programmes, thèmes transdisciplinaires, Conseil canadien sur l'apprentissage

Nadine Valk a affirmé que si « nous agissons comme nous l'avons toujours fait, nous n'obtiendrons jamais de nouveaux résultats ».

Ce qui l'a le plus frappée est le concept de l'adhésion et le fait que le message relatif à la littératie ne semble pas suffisamment adhérent. Il y a d'abord un sentiment d'incrédulité par rapport à la statistique de 42 %. Puis, des messages contradictoires : « Le Canada s'en tire plutôt bien », « Nous sommes des médaillés de bronze », « Nous obtenons de bons résultats au PISA », « Nos résultats sont faibles » ou encore « Le Canada est en pleine crise de littératie ».

Il existe différents points de vue et différentes priorités, un très faible consensus sur les impératifs économiques par rapport aux impératifs sociaux, des opinions divergentes quant à l'adoption d'un message étroit ou large et quant à la concentration sur la littératie ou sur l'apprentissage tout au long de la vie. L'unanimité est inexistante en ce qui concerne le message ou les priorités.

L'incompréhension, la compétitivité et le manque de coordination et de fragmentation sont omniprésents, et le message n'adhère pas. Nous n'avons pas atteint le point de rassemblement.

Les préjugés constituent la source même du problème. Les préjugés empêchent le message d'adhérer. Il faut absolument créer une nouvelle image de la littératie et de l'apprenant en littératie.

Il faut également élaborer un discours d'ascenseur positif, intégrateur, adaptable et modifiable. Nous devons désigner des champions, des connecteurs, des spécialistes et des vendeurs. Et il nous faut comprendre le contexte actuel.

Plusieurs participants à la table ronde ont évoqué le besoin d'élaborer des trousseaux d'outils et des modèles de pratiques fructueuses. Nous devons tirer profit de ce qui fonctionne et définir les différents rôles et responsabilités des personnes impliquées.

Discussion plénière

Un participant de la table ronde qui a travaillé pour le SNA en 1994 et a assisté à la première publication de l'EIAA a parlé de l'inquiétude de certaines personnes à l'époque par rapport à la combinaison des statistiques concernant les niveaux 1 et 2. Malheureusement, malgré bien des mises en garde, cette idée a été retenue, et les gens ont commencé à utiliser la statistique de 42 % (le chiffre combiné). Cette statistique a suscité bien des préoccupations lors de cette réunion. En utilisant ce message adhérent, on a grandement nui à la littératie. Dissoudre ce message ne sera pas chose facile. Toutefois, l'avenir est plutôt prometteur, et nous devons présenter de façon claire les défis et les solutions à venir.

Un autre participant a observé que le concept de « point tournant » captait l'intérêt du public. Nous devons nous souvenir que la statistique de 42 % a rendu service à la question de la littératie, en l'inscrivant à l'ordre du jour. Nous devons néanmoins donner forme au débat. Si l'on n'utilisait pas la statistique de 42 %, que se passerait-il?

On a parlé de l'usage de mesures claires du succès en tant que priorité. On s'est demandé s'il était possible de tirer des leçons d'autres domaines, tels que la santé. La société a dépassé le stade de la simple mesure du succès en santé en fonction de l'augmentation de l'espérance de vie. D'autres indicateurs comprennent la qualité des soins, l'accès (selon les listes d'attente) et le caractère abordable. Ce modèle pourrait peut-être s'appliquer à la littératie.

On a rappelé aux participants à la table ronde la tenue prochaine de la Semaine internationale des apprenants adultes, du 3 au 10 mars 2008. Un participant s'est enquis des plans du CCA concernant cette semaine célébrée dans 47 pays et ayant contribué au progrès dans nombre d'entre eux. Kathleen Flanagan a mentionné que le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes s'impliquait dans le processus de consultation entrepris par la Commission canadienne pour l'Unesco, responsable de cette initiative au Canada. De plus, le CSAAd a commandité neuf projets communautaires d'échange de connaissances mis au point en vue de la Semaine internationale des apprenants adultes.

L'activité « *Point tournant* » était, aux dires de certains participants, trop courte. Les événements futurs devront laisser plus de temps pour aborder les étapes à venir.

Certains ont suggéré que le discours d'ascenseur choisi soit rédigé, possiblement en fonction d'un concept de « droit d'apprendre » ou d'« apprentissage en tout lieu ». On a également proposé la tenue d'une réunion dans un an, afin de permettre au mouvement de conserver son élan.

Le président de MEC, Jayson Myers, a clos la séance en affirmant que MEC était fier de collaborer avec le CTC sur les questions du travail et de l'apprentissage par le biais du CSAMT. Bien que de nombreuses analyses aient été réalisées et que les initiatives de sensibilisation du public soient abondantes, nombre d'entreprises ne sont pas au courant des ressources disponibles ou des manières d'y accéder. Bien que ces questions soient d'ordre national et mondial, il nous faut constamment élaborer des solutions locales.

Mot de la fin

Alex Stephens a indiqué que le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail travaille sur des moyens particuliers de promouvoir le dialogue sur la littératie, surtout entre le milieu des entreprises et le milieu ouvrier. Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail peut faciliter les conversations entre les partenaires du milieu de travail. D'autres centres du savoir travaillent sur des questions de littératie du point de vue de la santé et dans des collectivités autochtones. Le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail peut identifier et partager les pratiques efficaces.

Kathleen Flanagan a mentionné que le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes et le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail considèrent leurs contributions respectives à l'égard de la cause de la littératie comme un élément positif favorisant la synergie. Lors de la table ronde, les centres du savoir ont agi à titre d'animateurs. Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes se concentre sur le développement communautaire et l'équité sociale, alors que le Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail utilise le milieu de travail en tant que point de référence. L'engagement en matière de littératie s'inscrit dans le créneau de l'apprentissage chez les adultes et se manifeste dans toutes les activités réalisées par les centres du savoir. Au cours des semaines et des mois à venir, les centres du savoir continueront à échanger des renseignements entre les différents secteurs et à encourager l'ensemble des participants à assurer le suivi dans leur secteur respectif. Les centres du savoir s'engagent à demeurer impliqués.

M. Stephens et D^{re} Flanagan ont remercié les participants et ont souligné le fait que la table ronde avait servi à démontrer la façon dont le CCA pouvait réunir les parties prenantes dans le cadre d'un dialogue fructueux favorisant une discussion sociétale complète sur l'atteinte du « point tournant ».

Annexe 1 - Liste des participants

Arsenault, Elise	La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard, Collège Acadie Î.-P.-É.	elise@socedipe.org
Audet, Mathieu	Ressources humaines et Développement social Canada, Direction générale de la politique sur l'apprentissage	mathieu.audet@hrsd-rhdsc.gc.ca
Bélangier, Denis	Centre Saint-Michel – Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	belangerd@csrs.qc.ca
Bélangier, Paul	Université du Québec à Montréal (UQAM)	belanger.paul@uqam.ca
Benoit, Suzanne	Coalition francophone pour l'alphabétisation et la formation de base en Ontario	sbenoit@coalition.on.ca
Biss, John	Conseil canadien sur l'apprentissage	jbiss@ccl-cca.ca
Bisson, Ronald	Ronald Bisson et associé.e.s. inc.	ronaldb@bisson.ca
Boudreau, Bobbi	Ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse	boudretr@gov.ns.ca
Bouvier, Rita	Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones	rita.bouvier@usask.ca
Brady, Patricia	Toronto Adult Student Association	patricia@tasa2000.com
Brown, Lesley	La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario	Lesley@on.literacy.ca
Burrough, Josy	Municipalité de Grande Prairie	jburrough@cityofgp.com
Byers, Barbara	Congrès du travail du Canada	bbyers@clc-ctc.ca
Campbell, Alison	Le Conference Board du Canada	campbell@conferenceboard.ca
Carrière, Fernan	Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français	fcariere@fcaf.net
Cressy, Jill	ArcelorMittal Dofasco	jill.cressy@dofasco.ca
Cyr, Patrick	Ressources humaines et Développement social Canada	patrick.cyr@hrsd-rhdsc.gc.ca
Defoe, Tracy	The Learning Factor	-
d'Entremont, Katherine	Base de données en alphabétisation des adultes (BDAA)	katherine.dentremont@nald.ca
DesBrisay, Wendy	Movement for Canadian Literacy	wdesbrisay@rogers.com
Doiron, Roger	Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick	rogdoi@nbnet.nb.ca
Downie, Ann Marie	Literacy Nova Scotia	annmarie.downie@ns.sympatico.ca
Eaton, Margaret	Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA	meaton@abc-canada.org
Edwards, John Hugh	Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail/ Congrès du travail du Canada	jhedwards@clc-ctc.ca
Flanagan, Kathleen	Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes	kflanagan@ccl-cca.ca
Folinsbee, Sue	Tri En Communications	sfolinsbee@ica.net
Gagné-Ouellette, Murielle	Commission nationale des parents francophones	mgagneouellette@cnpf.ca

Garasa, Julio	Ressources humaines et Développement social Canada	julio.garcia@hrsdc-rhdsc.gc.ca
Gaudet, Eve	Ministère de l'Éducation, province de la Colombie-Britannique	eve.gaudet@gov.bc.ca
Giroux, Robert	Conseil canadien sur l'apprentissage	rjgiroux@videotron.ca
Hamilton, Gay	Centre des niveaux de compétence linguistique canadiens	ghamilton@language.ca
Hansen, Herman	Boeing Canada	herman.hansen@boeing.com
Hayes, Brigid	Brigid Hayes Consulting	brigid.hayes@rogers.com
Howcroft, Ian	Manufacturiers et Exportateurs du Canada, division ontarienne	ian.howcroft@cme-mec.ca
Jones, Casey	Saskatoon & Region Home Builders' Association	cjones@saskatoonhomebuilders.com
Kay, Alan	The Glasgow Group	akay@glasgrp.com
Kennedy, Martin	Association of Workplace Educators of Nova Scotia	squirexmrk@hotmail.com
Koslowsky, Ron	Manufacturiers et Exportateurs du Canada, division manitobaine	ron.koslowsky@cme-mec.ca
Lane, Janet	Literacy Alberta	jlane@literacyalberta.ca
Levine, Tamara	Congrès du travail du Canada	tlevine@clc-ctc.ca
Lipp, Margaret	Saskatchewan Literacy Commission	mlipp@slc.gov.sk.ca
Lochhead, Clarence	L'Institut Vanier de la famille	clochhead@vifamily.ca
Lussier, Johanne	Ressources humaines et Développement social Canada	johanne.lussier@hrsdc-rhdsc.gc.ca
MacKay, Al	L'Institut Vanier de la famille	almackay@magma.ca
Maxwell, Judith	Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques	jmaxwell@cprn.org
McLennan, Krystyna	ArcelorMittal Dofasco	krystyna.mclennan@arcelormittal.com
Moore, Peggy Anne	Deaf Literacy Initiative	peggyanne@deafliteracy.ca
Murray, Scott	DataAngel Policy Research Inc.	scott.murray@dataangel.ca
Myers, Douglas	PLA Centre	dmyers@placentre.ns.ca
Myers, Jayson	Manufacturiers et Exportateurs du Canada	jayson.myers@cme-mec.ca
Ndejuru, Rosalie	Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)	ndejuru@cdeacf.ca
Nielsen, Susan	Conseil international d'éducation des adultes	susan@tasa2000.com
Niks, Marina	Research and Practice in Adult Literacy (RiPAL-BC)	mniks@thehub.literacy.bc.ca
O'Brien, Michelle	Association canadienne des administrateurs municipaux	mjobrien@cyberus.ca
Ollivier, Dominique	Institut de coopération pour l'éducation aux adultes	dollivier@icea.qc.ca
Ouellet, Chantal	Université du Québec à Montréal (UQAM)	ouellet.chantal@uqam.ca
Page, James	École des études canadiennes de l'Université Carleton	page8744@rogers.com
Paterson, Ellen	Ontario Native Literacy Coalition	onic@on.aibn.com

Pelletier, Christian	Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec	coordination@rgpaq.qc.ca
Plett, Lynette	Conseil canadien de développement social	lplett@rogers.com
Potter, Judith	College of Extended Learning de l'Université du Nouveau-Brunswick	jpotter@unb.ca
Quigley, Allan	Université St. Francis Xavier	aquigley@stfx.ca
Ramsey, Charles	Arbour Brook Associates	charlesramsey@arbourbrook.ca
Ritchie, Laurell	TCA Canada	laurell.ritchie@caw.ca
Sangster, Derwyn	Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail	d.sangster@wlkc-csamt.ca
Saunders, Ron	Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques	rsaunders@cprn.org
Shohet, Linda	Centre d'alphabétisation	lshohet@dawsoncollege.qc.ca
Sioufi, Sylvia	Syndicat canadien de la fonction publique	ssioufi@cupe.ca
Stephens, Alex	Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail	a.stephens@wlkc-csamt.ca
Stirling, Bill	Manufacturiers et Exportateurs du Canada, division de Terre-Neuve-et-Labrador	bill.stirling@cme-mec.ca
Sullivan, Susan	Association canadienne de santé publique	ssullivan@cpha.ca
Taylor, Maurice	Faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa	mtaylor@uottawa.ca
Toneguzzo, Anna	Association des collèges communautaires du Canada	atoneguzzo@acc.ca
Torgerson, Ron	Saskatchewan Labour Market Commission	ron.essentialskills@gmail.com
Twiss, Diana	Literacy BC	dtwiss@capcollege.bc.ca
Valk, Nadine	Conseil canadien sur l'apprentissage	nvalk@ccl-cca.ca
Voyer, Brigitte	Université du Québec à Montréal – Département d'éducation et formation spécialisées	voyer.brigitte@uqam.ca
Wald, Randy	Municipalité de Grande Prairie	rwald@cityofgp.com
Wentzel, Linda	Nova Scotia Federation of Labour	linda.wentzel@ns.sympatico.ca
Whitaker, Cynthia	Literacy BC	cwhitaker@literacy.bc.ca
Wilson, Maria	Centre du savoir sur l'apprentissage chez les Autochtones / Inuit Tapiriit Kanatami (organisme inuit national)	wilson@itk.ca

Annexe 2 - Membres du comité de planification

Ghisline Bourque

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français

Terry Anne Boyles

Association des collèges communautaires du Canada

Lesley Brown

La Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario

Alison Campbell

Conference Board du Canada

Gaétan Cousineau

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (remplacé par Mme Bourque)

Wendy DesBrisay

Movement for Canadian Literacy

Roger Doiron

Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick

Ann Marie Downie

Literacy Nova Scotia

John Hugh Edwards

Congrès du travail du Canada/Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail

Kathleen Flanagan

Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes

Naomi Frankel

NF Consulting

Brigid Hayes

Consultante

Scott Murray

DataAngel Inc.

Ningwakwe

Arrow Might

Judith Potter

Université du Nouveau-Brunswick/Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes

Allan Quigley

Université St. Francis Xavier

Charles Ramsey

Arbour Brook Associates

Derwyn Sangster

Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail

Sylvia Sioufi

Syndicat canadien de la fonction publique

Bill Stirling

Manufacturiers et Exportateurs du Canada – Terre-Neuve-et-Labrador

Nadine Valk

Conseil canadien sur l'apprentissage

Annexe 3 - Biographies des intervenants

T. Roberta (Bobbi) Boudreau

École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse (NSSAL)

Bobbi Boudreau est directrice de la division de l'éducation des adultes du Ministère de l'Éducation et directrice de l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse (NSSAL). Elle est également responsable de la gestion du diplôme d'études secondaires pour adultes de la Nouvelle-Écosse, du service de test d'équivalence d'études secondaires et de certains programmes de littératie et d'éducation des adultes, tels que l'École de formation des adultes de la Nouvelle-Écosse, la *Community Learning Initiative* et le *Family Learning Initiative Endowment Fund*. Elle détient une maîtrise en administration publique des ressources humaines, un baccalauréat en administration des affaires (comptabilité) ainsi qu'un certificat en éducation des adultes.

Barbara Byers

Conseil du travail du Canada (CTC)

Barbara Byers, élue vice-présidente directrice du Congrès du travail du Canada pour la première fois en 2002 après plus de dix ans au poste de présidente de la *Saskatchewan Federation of Labour*, en est maintenant à son deuxième mandat de trois ans pour cette organisation. De par ses racines et son éducation en Saskatchewan, Byers personnifie le populisme des Prairies; cela se reflète dans sa facilité d'approche, son ouverture d'esprit et sa détermination à lutter pour les droits des opprimés. Au cours des 17 années qu'elle a passées au sein des Services sociaux de la Saskatchewan, Mme Byers a été confrontée à des questions qui sont encore aujourd'hui au cœur de l'ordre du jour du mouvement ouvrier : les droits des travailleurs, la pauvreté, les préoccupations des Autochtones, le chômage chez les jeunes et la justice pour les groupes qui aspirent à l'égalité. Ses convictions l'ont naturellement orientée vers le militantisme politique. Ayant gravi les échelons du Syndicat de la fonction publique de la Saskatchewan (SFPS), elle s'est retrouvée à la tête de son syndicat au cours des années turbulentes du gouvernement conservateur de Grant Devine qui s'enlisa dans de nombreux scandales. Mme Byers est aujourd'hui présente sur la scène nationale à titre de dirigeante du Congrès du travail du Canada responsable de l'éducation, de la jeunesse, du régime d'assurance-maladie et des soins de santé, de la formation et de la technologie, de la littératie, de l'assurance-emploi et de l'apprentissage. À titre de représentante du milieu ouvrier au niveau de la direction, elle veille aussi à ce que les travailleurs canadiens se fassent entendre au sein de l'Organisation internationale du travail (OIT), organisme tripartite des Nations Unies qui a son siège à Genève.

Fernan Carrière

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) Fernan Carrière, directeur des communications pour la FCAF, faisait partie de l'équipe qui a mis sur pied la première chaîne de radio francophone en Ontario dans les années 1970. C'est dans les années 1980, après un bref séjour au magazine franco-ontarien *Liaison*, qu'il a fait le grand saut. Il a passé les 17 années suivantes à la Société canadienne des postes, où il a assumé différentes fonctions au sein des services des communications avec les entreprises, des ressources humaines et de la gestion du changement. Il y a deux ans, il a renoué avec le milieu communautaire en devenant directeur des communications pour la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF).

Kathleen Flanagan

Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes (CSAAd)

Kathleen Flanagan est coordonnatrice du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes, une initiative du Conseil canadien sur l'apprentissage; le Conseil est un organisme national indépendant à but non lucratif qui s'engage à améliorer l'apprentissage pour les gens de tous les horizons. Le Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes a son siège à l'Université du Nouveau-Brunswick. L'approche de D^{re} Flanagan en matière d'apprentissage chez les adultes s'inspire de nombreux antécédents en arts visuels et d'un engagement profond pour la justice sociale. Elle est photographe, et s'est à ce titre impliquée en tant que photojournaliste et photographe artistique. En tant qu'éducatrice pour adultes depuis 1981, elle a rempli la fonction d'administratrice de l'enseignement au *Nova Scotia College of Art and Design University*, à l'Université Mount Allison et au Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes du CCA.

Robert J. Giroux
Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA)

Robert J. Giroux est parti à la retraite en mars 2004, après avoir occupé le poste de président de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC). Avant de rejoindre cette association en 1995, il était secrétaire du Conseil du Trésor et contrôleur général du Canada. En tant qu'ancien haut fonctionnaire fédéral, il a occupé les postes de président de la Commission de la fonction publique du Canada, de sous-ministre du ministère des Travaux publics du Canada et de sous-ministre de Revenu national, Douanes et Accise. Il est membre de l'Ordre du Canada, membre honoraire de l'Ordre de Gatineau et récipiendaire de la médaille Trudeau de la Faculté d'administration de l'Université d'Ottawa. Il a, de plus, reçu des doctorats honorifiques de différentes universités canadiennes. M. Giroux siège actuellement au Conseil d'administration du Réseau des centres d'éducation canadiens, de Katimavik, de l'Université de Victoria et de la Fondation canadienne pour l'innovation; il préside également le Conseil d'administration du Conseil canadien sur l'apprentissage et le Conseil d'administration de la *Ocean Networks Canada Society*. Il est aussi membre de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. Depuis janvier 2006, il est membre à temps partiel du Tribunal fédéral de la dotation de la fonction publique. M. Giroux possède un baccalauréat en commerce ainsi qu'une maîtrise en sciences de l'Université d'Ottawa.

Alan Kay
The Glasgow Group

Alan Kay est un consultant en gestion du changement spécialisé en planification stratégique, en mise en œuvre de la marque et de l'expérience de la clientèle et en alignement organisationnel. Son travail se concentre entièrement sur la satisfaction des besoins du client final.

M. Kay, ancien cadre supérieur dans le secteur de la publicité et des techniques de communications commerciales, a occupé le poste d'administrateur délégué auprès de la réputée agence publicitaire torontoise Harrod & Mirlin. Avant cela, il a assumé diverses fonctions de gestion de la clientèle chez *McCann Erickson and Foster Advertising* au Canada et aux États-Unis, où il a été au service d'une clientèle internationale et nationale très diversifiée. M. Kay est l'ancien président de l'*American Marketing Association* (division torontoise), membre du conseil de la Fondation pour l'alphabétisation ABC CANADA et de l'organisme Vols d'espoir et membre du comité d'éducation de l'Association canadienne du marketing. Attaché à partager ses vastes connaissances et son expérience en techniques de communications commerciales, M. Kay enseigne également le perfectionnement des gestionnaires à la *Schulich School of Business* de l'Université York.

Margaret Lipp
Saskatchewan Literacy Commission

Avant d'être nommée commissaire provinciale à l'alphabétisation, Margaret Lipp occupait le poste de sous-ministre adjointe du Ministère de l'apprentissage de la Saskatchewan. Sa carrière dans le secteur de l'éducation comprend 16 années au sein du système scolaire où elle a travaillé comme enseignante, professeur-bibliothécaire et élaboratrice et consultante en programmes d'études ainsi que cinq années en enseignement et en recherche à la Faculté d'éducation de l'Université de Regina. Depuis 1985, elle a occupé plusieurs postes au ministère provincial de l'Éducation où elle a agi comme consultante pour les apprenants doués, directrice de l'éducation spécialisée et, de 1993 à 2003, directrice générale des Programmes d'études et de l'enseignement tout en cumulant les responsabilités des programmes d'apprentissage de la maternelle à la 12e année. Dans ses fonctions de sous-ministre adjointe, D^{re} Lipp supervisait la conception et la mise en œuvre des programmes d'études de base provinciaux en anglais et en français, les activités d'apprentissage virtuel pour les niveaux de la maternelle à la 12e année et le secteur d'apprentissage postsecondaire, les dossiers des enseignants et des élèves, la certification des enseignants, le programme des examens ministériels, le processus de planification stratégique pour l'ensemble du secteur et le fonctionnement des bureaux régionaux d'éducation de la province. Avant d'être nommée commissaire à l'alphabétisation, D^{re} Lipp a siégé pendant une dizaine d'années au Conseil d'administration de l'*Apprenticeship and Trade Certification Commission* de la Saskatchewan. D^{re} Lipp a été durant plus d'une décennie représentante gouvernementale pour le *Labour Force Development Board* de la Saskatchewan. Elle siège au comité éditorial de *Exceptionality Education Canada*, une revue sur l'enseignement professionnel. Elle occupe un poste similaire à la revue de recherche américaine *Advanced Development: A Journal on Adult Giftedness*. D^{re} Lipp a également été récipiendaire de nombreuses bourses de recherche et de récompenses académiques.

Judith Maxwell

Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP)

Judith Maxwell est attachée supérieure de recherche auprès des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), desquels elle est par ailleurs présidente et fondatrice. Elle rédige également une chronique bihebdomadaire pour le *Report on Business* du *Globe and Mail*. Elle possède une vaste expérience des centres d'études et de recherches des secteurs public et privé, et elle s'est forgé une réputation nationale d'analyste de premier plan en ce qui concerne les choix de politiques publiques sociales et économiques au Canada. C'est également une pionnière des dialogues de délibération qui donnent une voix aux citoyens indépendants lors des débats sur les politiques publiques. D^{re} Maxwell est membre de l'Ordre du Canada et du Conseil d'administration de BCE Inc., ainsi que de la Fondation communautaire d'Ottawa-Carleton. D^{re} Maxwell a également reçu des diplômes honorifiques de huit universités canadiennes. Elle a présidé le Conseil économique du Canada de 1985 à 1992. Plus tôt au cours de sa carrière, elle a travaillé en tant que consultante, directrice des études en politiques publiques à l'Institut C.D. Howe et journaliste pour le *Financial Times of Canada*.

Scott Murray

Président, DataAngel Policy Research Inc.

Scott Murray est président de *DataAngel Policy Research Inc.*, une société de recherche offrant une gamme complète de services sur les politiques publiques au service d'une vaste clientèle nationale et internationale. En mars 2005, il a été nommé directeur de la mesure des résultats en éducation pour l'Institut de statistique de l'UNESCO (UIS), où il était en charge des programmes d'évaluation des compétences des adultes et des élèves. M. Murray a également occupé le poste de directeur général aux statistiques sociales et institutionnelles. Il a passé environ 23 ans à la Division des enquêtes spéciales de Statistique Canada, incluant une période de 5 ans comme directeur. M. Murray s'est spécialisé dans la conception et la réalisation d'enquêtes spéciales à grande échelle visant à répondre aux nouvelles questions d'ordre public. Il assume actuellement la fonction de directeur des enquêtes internationales pour l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) et l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes (ELCA). Amoureux du bordeaux rouge, M. Murray est titulaire d'un baccalauréat avec spécialisation en administration des affaires de l'Université Western Ontario.

Jayson Myers

Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC)

Jayson Myers est président de Manufacturiers et Exportateurs du Canada, la plus importante association commerciale et industrielle du Canada. Il est également président de la *Canadian Manufacturing Coalition*, une coalition de plus de 30 associations industrielles qui ont uni leur voix afin d'aborder les questions prioritaires du secteur manufacturier canadien. D^r Myers est un analyste économique reconnu dont les nombreuses publications se spécialisent en économie canadienne et internationale et en changement technologique et industriel. En tant qu'économiste principal pour MEC, il a été responsable de l'initiative *Manufacturing 20/20*, la plus importante consultation nationale jamais organisée par la communauté canadienne des affaires relativement à l'avenir de l'industrie manufacturière au pays. Le cabinet de consultation Watson Wyatt lui a décerné le titre du prévisionniste le plus exact au pays. D^r Myers siège à des conseils consultatifs spéciaux pour le ministre du Commerce international, le ministre de l'Industrie, l'Agence des services frontaliers du Canada et la Banque du Canada. Il est coprésident du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail du Conseil canadien sur l'apprentissage. Jayson Myers a étudié à l'Université Queen's, à Kingston, à l'Université de la Colombie-Britannique au Canada, ainsi qu'à la *London School of Economics* et à l'Université d'Oxford au Royaume-Uni. Il a aussi travaillé comme attaché supérieur de recherche au Nuffield College, à Oxford, et comme conférencier sur les études internationales à l'Université de Warwick, également située en Angleterre. Il est présentement l'analyste de l'actualité canadienne pour Oxford Analytica, un groupe de consultation internationale établi à l'université d'Oxford.

Michelle O'Brien**Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM)**

En tant que directrice de la planification des ressources humaines pour la dotation et le perfectionnement des compétences à la ville d'Ottawa avant la fusion municipale, Michelle O'Brien a dirigé la mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail du maire de la ville d'Ottawa sur la littératie au début des années 1990. Responsable des programmes de formation en entreprise, Mme O'Brien a travaillé en étroite collaboration avec le personnel de la Fédération du travail de l'Ontario afin d'appuyer l'introduction de la formation BEST au niveau municipal. Mme O'Brien est actuellement présidente du Comité directeur national du projet de l'Association canadienne des administrateurs municipaux (ACAM), « Leadership municipal : Projet d'investissement dans l'alphabétisation et l'apprentissage en milieu de travail et dans la collectivité ». Pendant qu'elle siégeait au comité, Mme O'Brien a rédigé le rapport intitulé « *Workforce Literacy in Canadian Municipalities: A Status Report in the Year 2000* » et a collaboré à l'élaboration du document « *After the Pilot Projects: Revisiting the Process* ». Mme O'Brien a dirigé un projet visant à examiner la validité de la désignation d'une administration municipale en tant que « champion » du mouvement vers une communauté alphabétisée. Elle est l'auteure des ouvrages intitulés « *The Learning Community: Creating a Blueprint — A framework for a Learning City in the knowledge society* » et « *Blueprint for a Learning Community: A guide for the Municipal Stakeholder* ». Mme O'Brien poursuit actuellement son travail au sein de l'ACAM en appuyant la municipalité de Fort Erie et son comité consultatif sur la communauté d'apprentissage, un groupe qui s'implique activement dans l'établissement et la promotion d'une communauté d'apprentissage dans cette région de l'Ontario.

Dominique Ollivier**Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)**

Dominique Ollivier est directrice administrative de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA). Titulaire d'une maîtrise en administration publique, elle a travaillé de 1996 à 2006 en tant que conseillère en relations avec les médias et conseillère politique pour différents cabinets ministériels du gouvernement du Québec et pour le leader du Bloc Québécois à Ottawa.

Auparavant, elle a été chroniqueuse à la radio et à la télévision. Elle a été rédactrice en chef du magazine interculturel *Images* de 1990 à 1995, et coordonnatrice du Mois de l'histoire des Noirs de 1992 à 1996. Mme Ollivier se spécialise en communication interculturelle, et elle a été membre de différents jurys, notamment à l'occasion de la remise des Prix Gémeaux de 1993 pour la télévision. Elle a contribué à l'élaboration de différents recueils de nouvelles et a rédigé des textes concernant l'éducation interculturelle, l'expression des cultures minoritaires dans les lieux publics, le pluralisme et l'engagement civique.

Elle s'implique au sein de la communauté, notamment en siégeant aux comités de différents groupes de travail et organismes ayant pour objectif d'augmenter l'engagement des citoyens.

Chantal Ouellet**Université du Québec à Montréal (UQAM)**

Chantal Ouellet s'implique dans le domaine de la littératie des adultes depuis plus de vingt ans (au Québec et en Afrique de l'Ouest), sur le plan de la recherche et de la formation. Son travail de recherche se concentre principalement sur la littératie en milieu de travail, sur les compétences essentielles, sur la littératie dans le domaine de la santé, sur l'établissement de partenariats entre les conseils scolaires et les ONG et sur la compréhension de la lecture.

B. Allan Quigley**Université St. Francis Xavier**

Allan Quigley est professeur d'éducation des adultes à la Faculté d'éducation des adultes de l'Université St. Francis Xavier.

D^r Quigley est titulaire d'une maîtrise et d'un baccalauréat en arts de l'Université de Regina, avec majeure en anglais. Il a également obtenu un doctorat en éducation des adultes et éducation continue de l'Université Northern Illinois, avec spécialisation en littératie et en politiques pour les adultes. Récemment, il a achevé un mandat de cinq ans en tant que président de département, et il est le rédacteur sortant de la *Revue canadienne pour l'étude de l'éducation des adultes*. Il est actuellement président de deux comités de travail en éducation des adultes et en recherche sur la littératie, sous l'égide du Conseil canadien sur l'apprentissage. D^r Quigley a récemment publié une étude importante sur la littératie dans le domaine de la santé en tant que co-chercheur titulaire d'une bourse de recherche en sciences humaines, et il est actuellement co-chercheur titulaire d'une bourse du CRSH sur le thème de l'authenticité en enseignement.

Il a été largement publié dans les revues les plus réputées de son domaine et a reçu différents prix.

Alex Stephens**Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail (CSAMT)**

Alex Stephens est coordonnateur du Centre du savoir sur l'apprentissage et le milieu de travail (CSAMT) du Conseil canadien sur l'apprentissage, un organisme indépendant à but non lucratif qui promeut et appuie la recherche et l'échange de connaissances en vue d'améliorer tous les aspects de l'apprentissage au Canada. Il a auparavant été chercheur pour le Centre syndical et patronal du Canada, et il a à son actif plus de dix années d'expérience en recherche sur divers thèmes liés aux politiques publiques. M. Stephens est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université de Toronto. L'initiative du CSAMT est codirigée par Manufacturiers et Exportateurs du Canada et par le Congrès du travail du Canada. M. Stephens coordonne les initiatives et les projets du CSAMT au nom de ses 150 membres issus du milieu des affaires, du milieu ouvrier, du gouvernement, du milieu de l'éducation et des principaux organismes de recherche et d'élaboration de politiques publiques : des intervenants clés souhaitant travailler ensemble pour traduire les preuves solides des avantages de l'apprentissage en milieu de travail en information pratique pour les intervenants du milieu de travail.

Bill Stirling**Manufacturiers et Exportateurs du Canada - Division de Terre-Neuve-et-Labrador**

Bill Stirling s'implique dans le développement économique et commercial de Terre-Neuve-et-Labrador depuis dix-sept ans. Dès l'obtention de son MBA de la Faculté d'administration des affaires de l'Université Memorial en 1990, il a entrepris une carrière en développement économique communautaire au sein de la municipalité de Placentia. En 1992, il est devenu gestionnaire à la *Bishop's Falls Development Corporation*, un organisme communautaire créé à la fermeture du chemin de fer *Newfoundland Railway*. En 1998, il a rejoint les rangs de la fonction publique provinciale où il a occupé divers postes de direction dans différents ministères : *Industry, Trade and Technology; Development and Rural Renewal; et Industry, Trade and Rural Development*. À la fin de 2004, M. Stirling a été nommé vice-président de la division de Terre-Neuve-et-Labrador de Manufacturiers et Exportateurs du Canada.

Nadine Valk**Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA)**

Nadine Valk est une conseillère principale en programmes pour le Conseil canadien sur l'apprentissage; son travail est surtout axé sur la santé et l'apprentissage, la littératie, la culture et l'égalité des sexes. Mme Valk est une animatrice chevronnée qui a préparé, coordonné et dirigé de nombreux ateliers et séances de formation avec des groupes spécialisés en soins de santé et en traitement du cancer et avec des organismes communautaires et internationaux. Mme Valk possède une vaste connaissance du domaine des soins de santé et des politiques en matière de santé. Elle possède une maîtrise en administration publique de l'Université Queen's.